

[Traduction provisoire]

LIVRE BLEU DIPLOMATIQUE

2026

Version résumée



Ministère des Affaires Étrangères du Japon

Dossier spécial de couverture	La diplomatie à l'Expo 2025, Osaka, Kansai, Japon — Le monde réuni à Osaka : 184 jours pour construire l'avenir ensemble —	002
Dossier spécial de couverture	La TICAD 9 — Co-crédation de solutions innovantes avec l'Afrique —	008
Chapitre 1	Aperçu de la situation internationale et perspectives diplomatiques du Japon	012
Chapitre 2 Section 7	Afrique du Nord	025
Chapitre 2 Section 8	Afrique	029



✧ Dossier spécial de couverture ✧

La diplomatie à l'Expo 2025, Osaka, Kansai, Japon

— Le monde réuni à Osaka : 184 jours pour construire l'avenir ensemble —



Photo : Association de l'Exposition ©Expo 2025

Osaka au cœur du monde — « Concevoir la société du futur, Imaginer notre vie de demain »



▲ Cérémonie d'ouverture (le 12 avril, Osaka. Photo : Site officiel du Cabinet du Premier ministre)

Placée sous le thème « Concevoir la société du futur, imaginer notre vie de demain », l'Exposition universelle 2025 au Japon (Expo 2025 Osaka, Kansai, Japon) s'est tenue sur une période de 184 jours, du 13 avril au 13 octobre 2025, sur l'île artificielle de Yumeshima dans la ville et la préfecture d'Osaka.

Après l'« Exposition universelle du Japon » à Osaka en 1970 (dite Expo d'Osaka) et l'« Exposition universelle du Japon de 2005 » dans la préfecture d'Aichi (Expo 2005 Aichi), l'Expo 2025, Osaka, Kansai, Japon était la première exposition internationale enregistrée (autrefois

dites « générales ») ayant eu lieu au Japon depuis vingt ans. Elle a accueilli la participation officielle du plus grand nombre de pays et de régions jamais enregistré pour une exposition internationale au Japon, avec 158 pays et régions et 7 organisations internationales,⁽¹⁾ en plus de 29 millions de visiteurs.

Unis dans leur diversité, les peuples du monde entier ont œuvré ensemble à faire de l'Expo 2025 Osaka, Kansai, Japon un moment de dialogue, de collaboration, de rayonnement des cultures, et ont envoyé au monde un message en faveur d'une société future où la vie brille de tout son éclat.

	Expo d'Osaka (1970)	Expo 2005 Aichi (2005)	Expo 2025 Osaka, Kansai, Japon (2025)
Période	15/3 – 13/9 (183 jours)	25/3 – 25/9 (185 jours)	13/4 – 13/10 (184 jours)
Thème	« Progrès et harmonie pour l'Humanité »	« La sagesse de la nature »	« Concevoir la société du futur, Imaginer notre vie de demain »
Total visiteurs	Environ 64,22 millions	Environ 22,05 millions	Environ 29,02 millions
Pays et régions participants Organisations internationales	77 pays (dont le Japon) 4 organisations	121 pays (dont le Japon) 4 organisations internationales	158 pays et régions 7 organisations internationales

(1) Dont l'Organisation des Nations Unies, composée de 35 organes et organismes apparentés.

2

Le monde à Osaka – Invitations à participation et stimulation de l'enthousiasme autour de l'événement

En vue de la tenue de l'Expo 2025 Osaka, Kansai, Japon, le ministère des Affaires étrangères s'est lancé dans une campagne active pour motiver la participation de la communauté internationale, jouant un rôle majeur dans l'obtention d'un nombre record de participants. Puis, à l'approche de l'ouverture, divers événements et réceptions ont été organisés par l'intermédiaire des nombreuses missions diplomatiques à l'étranger, dans le but de stimuler l'enthousiasme autour de l'événement.

Pour permettre aux pays en développement de participer à l'exposition dans de bonnes conditions et d'y proposer des expositions à hauteur de leurs

ambitions et en lien avec le thème, des mesures de soutien globales et spécifiques, couvrant l'installation et le fonctionnement des pavillons, l'hébergement des délégués, la tenue des Journées nationales, et bien d'autres aspects encore, ont été déployées par le ministère. Un large éventail de pays, dont des Etats d'Afrique, d'Amérique latine et des Caraïbes (ALC) et d'Océanie, ont ainsi pleinement pu mettre en avant leurs attraits à travers diverses expositions et manifestations.

Grâce ces efforts, Osaka a été le théâtre du rassemblement de participants issus des quatre coins de la planète.



▲ Réception de l'Expo 2025 Osaka, Kansai, Japon à l'Ambassade du Japon en Autriche (le 24 mars, Ambassade du Japon en Autriche)



▲ Vue extérieure du Commons-A (Osaka. Photo : Association de l'Exposition ©Expo 2025)

Encadré

« Expo 2025 Osaka, Kansai, Japon : tisser des liens pour l'avenir entre le Japon et la Jordanie »

Sous le thème « Tisser l'avenir », la Jordanie a marqué les esprits des participants à l'Exposition en acheminant 22 tonnes de sable au Japon pour reconstituer le désert de Wadi Rum, haut lieu touristique du pays. Le pavillon jordanien, qui accordait aux visiteurs le plaisir de retirer leurs chaussures pour arpenter le sable frais, a su conquérir les cœurs et remporter la médaille d'or de la catégorie « Interprétation du thème ». Cette occasion fut aussi celle d'une amitié renouvelée avec la préfecture de Tottori qui, également célèbre pour ses dunes de sable, avait de la même manière entrepris de les reconstituer dans son pavillon. Les deux parties ont conclu de ce formidable coup du sort une « Alliance du sable » (*Sand Alliance*).

Le 7 mai, pour la Journée nationale de la Jordanie, le Japon a eu l'honneur de recevoir la visite de Son Altesse Royale le Prince héritier Al Hussein bin Abdullah II. Son Altesse Impériale la Princesse Takamado, qui entretient des liens étroits avec la famille royale jordanienne, a accueilli en personne S.A.R. le Prince héritier à Osaka, au cours d'une rencontre qui leur a permis d'approfondir leurs liens personnels tout en constituant un symbole du développement de l'amitié nippono-jordanienne. S.A.R. le Prince héritier s'est également rendu à Tokyo, où Son Altesse Impériale le Prince héritier Fumihito d'Akishino, Son Altesse Impériale la Princesse héritière Kiko, Son Altesse Impériale la Princesse Kako et Son Altesse Impériale le Prince Hisahito l'ont convié à un dîner au Palais d'Akishino. S.A.R. le Prince héritier s'est finalement entretenu avec le Premier ministre ISHIBA Shigeru, approfondissant la discussion autour du développement des relations bilatérales et des différentes problématiques de la région du Moyen-Orient, dont la situation à Gaza. En parallèle, le Vice-Premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Expatriés Ayman Al Safadi, qui s'était également déplacé au Japon, s'est entretenu séparément avec le secrétaire général du Cabinet HAYASHI Yoshimasa et le ministre des Affaires étrangères IWAYA Takeshi.

Le Japon et la Jordanie, qui constitue un pilier de stabilité au Moyen-Orient, entretiennent des relations à plusieurs niveaux en tant que partenaires stratégiques et pays amis proches. Après que les deux pays aient fêté le 70ème anniversaire de leurs relations diplomatiques en 2024, l'Expo 2025, Osaka, Kansai, Japon était l'occasion, un an après, de réaffirmer ses liens. 2025 fut ainsi déclarée année pour « tisser l'avenir ».



▲ Le pavillon jordanien avec sa reconstitution du désert de Wadi Rum (Osaka. Photo : Association de l'Exposition ©Expo 2025)

3

Les Journées nationales et les Journées spéciales — Des moments privilégiés pour cultiver l'amitié et la confiance

Tout au long de l'Expo 2025 Osaka, Kansai, Japon, des journées dites « Journées nationales » pour les pays et régions et « Journées spéciales » pour les organisations internationales étaient organisées quotidiennement, dans l'idée de célébrer la présence des participants, d'approfondir la compréhension des cultures et de favoriser les amitiés internationales. Chaque pays, région ou organisation était ainsi mis à l'honneur le jour qui lui était consacré, et les membres de sa délégation reçus en tant qu'invités d'honneur par les soins du ministère des Affaires étrangères.

Les cadres du ministère des Affaires étrangères, dont le ministre délégué auprès du ministre des Affaires étrangères et les vice-ministres

parlementaires chargés des Affaires étrangères, ont eu l'honneur d'assister tous les jours à des cérémonies et manifestations (programme culturel), des déjeuners et dîners officiels, mais aussi d'accompagner les délégations lors des visites des différents pavillons, dont celui du Japon. Les cérémonies et manifestations officielles furent l'occasion, non seulement pour les participants officiels des États, régions et organisations internationales, mais aussi pour les visiteurs ordinaires, de nouer des liens et d'approfondir leurs relations. De nombreux pavillons ont proposé leurs propres événements lors des Journées nationales, promouvant l'amitié et la confiance entre le Japon et les peuples du monde entier.



▲ Journée nationale du Viêt Nam (le 9 septembre, Osaka. Photo : Association de l'Exposition ©Expo 2025)



▲ Visite du pavillon de la Tanzanie lors de sa Journée nationale par le Premier ministre Kassim Majaliwa MAJALIWA et le ministre délégué auprès du ministre des Affaires étrangères FUJII Hisayuki (le 25 mai, Osaka)

4

Relever les défis planétaires — L'Expo et les ODD

A cinq ans seulement de l'échéance pour la réalisation des objectifs de développement durable (ODD), fixée à 2030 par les Nations Unies, l'année 2025 était une année charnière et cruciale pour l'accélération et la concrétisation des efforts. Tenue en cette année symbolique, l'Expo 2025 Osaka, Kansai, Japon a constitué une plateforme utile pour relever ces défis planétaires.

Sous le thème « d'Entre les Vies », le Pavillon du Japon, pays hôte, a fait la démonstration aux yeux d'un public japonais et étranger de la technologie et de la culture qui font sa fierté, en s'attachant à illustrer différentes déclinaisons du concept de « circularité ».

Dans un message vidéo à l'ouverture du symposium « OSAKA JAPAN SDGs Forum »⁽²⁾ (Forum d'Osaka sur les ODD, tenu dans l'enceinte de l'Expo) le ministre des Affaires étrangères IWAYA Takeshi a exprimé son souhait que l'Expo constitue un lieu d'échange intellectuel et de partage avec la communauté internationale, des connaissances fondamentales à la racine des ODD.



▲ Le « bassin d'eau » du Pavillon du Japon exposant de l'eau issue de déchets (Osaka. Photo : Ministère de l'Économie, du Commerce et de l'Industrie)

⁽²⁾ OSAKA JAPAN SDGs Forum : organisé jusqu'en 2024 sous le nom de « Forum national des ODD », l'édition 2025 est prise en charge par la préfecture d'Osaka et englobée à l'Expo 2025 Osaka, Kansai, Japon. Le Forum national des ODD vise à résoudre les défis régionaux et à contribuer au développement local par la promotion des ODD, à partager les pratiques exemplaires en matière d'ODD et à favoriser les partenariats public-privés.

5

Compte rendu des visites de dignitaires du monde entier — La diplomatie de l'Expo

Pendant toute la durée de l'événement, à l'occasion des nombreuses « Journées nationales » et « Journées spéciales », des personnalités venues du monde entier, dont environ 90 chefs d'État et de gouvernement et 50 ministres des Affaires étrangères, ont répondu à l'appel et fait le déplacement jusqu'aux lieux de l'Exposition. Le Premier ministre ISHIBA Shigeru et le ministre des Affaires étrangères IWAYA Takeshi ont pu conduire respectivement une cinquantaine et une quarantaine d'entretiens bilatéraux et multilatéraux, contribuant au renforcement des liens et de la communication du Japon avec de nombreux pays.

Cette possibilité inédite pour le Premier ministre et le ministre des Affaires étrangères d'échanger leurs points de vue sur les relations bilatérales et la situation internationale avec des pays qu'ils n'auraient pas forcément eu l'occasion de visiter en déplacement officiel, aura été l'un des bénéfices qui est revenu au Japon en tant que pays hôte de cette exposition. Lors de leur visite au Japon, ces personnalités étrangères ont découvert un pays mobilisé autour du thème de l'exposition : « Concevoir la société du futur, imaginer notre vie de demain » et ont eu l'occasion de tisser des réseaux solides et utiles

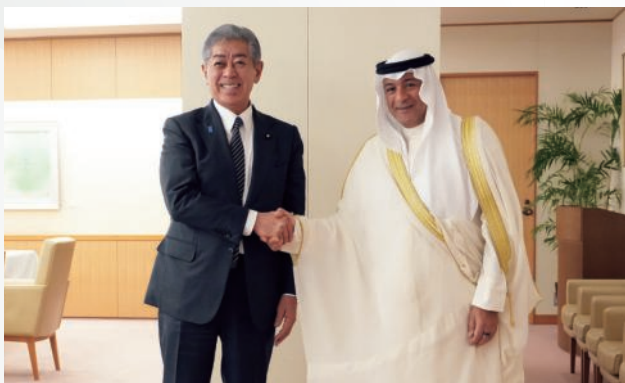
pour la construction de la diplomatie à venir.

L'Exposition a également été l'occasion d'insuffler au Japon un certain dynamisme venu de l'étranger. En effet, les personnalités étrangères de passage au Japon en ont souvent profité pour planifier des rendez-vous d'affaires, approfondissant les synergies entre le Japon et leur pays. On dénombre en outre de nombreuses visites dans des régions autre qu'Osaka contribuant au développement local.

Enfin, l'Exposition a permis aux responsables gouvernementaux mais aussi aux milieux économiques, académiques et culturels, de même qu'à de nombreux citoyens, d'approfondir leurs échanges avec le monde et d'élargir la base de la diplomatie, offrant au Japon une occasion inédite de faire la promotion de ses attraits aux yeux de la communauté internationale.



▲ Vignette du dernier numéro de la « Lettre de l'Expo » diffusée sur les réseaux sociaux officiels du ministère des Affaires étrangères



▲ Entretien entre le ministre des Affaires étrangères IWAYA Takeshi et le secrétaire général du Conseil de coopération du Golfe (CCG) Jasem Mohamed Al-BUDAIWI (le 7 juillet, Tokyo)



▲ Visite de courtoisie au Premier ministre ISHIBA Shigeru de la délégation présidentielle américaine, conduite par le secrétaire au Trésor Scott BESSANT (le 18 juillet, Tokyo. Photo : Site officiel du Cabinet du Premier ministre)



▲ Entretien des ministres des Affaires étrangères du Japon et de la Lettonie (le 18 septembre, Tokyo)

184 jours pour construire l'avenir ensemble – Un héritage pour les générations futures

Le 13 octobre, jour de clôture de l'exposition et du Forum de la Déclaration de l'Expo 2025 Osaka, Kansai, Japon, le Japon a fait part des « résultats » de l'exposition, dans le cadre d'une déclaration intitulée « Déclaration de l'Expo 2025 Osaka, Kansai, Japon ». Ci-dessous, un extrait du texte de la déclaration.

Déclaration de l'Expo 2025 Osaka, Kansai, Japon

Depuis 184 jours, les participants et les exposants se sont rassemblés du monde entier à Osaka, Kansai pour un Monde l'Expo, sous le thème « La conception de la Société Future pour les Vies », en saluant plus de 28 millions de visiteurs dans le total.

En surmontant des contraintes différentes et des défis, de la construction de pavillons et de la préparation d'objets exposés à l'opération quotidienne pendant l'événement, les parties prenantes ont maintenu la collaboration étroite et amélioreraient continuellement leurs offres, en apportant avec succès l'Expo à son achèvement. Quand la communauté internationale fait face aux défis divers et à l'incertitude grandissante de l'avenir, les 165 participants officiels et le pays d'accueil ont célébré chacun les Jours nationaux d'autre et les Jours Spéciaux, en exprimant puissamment leurs cultures uniques et ordres du jour. Ils et les visiteurs du monde entier, co-created l'Expo, en transmettant le message « d'unité dans la diversité » comme personnifié par le Grand Anneau.

(...)

À l'Expo 2025 Osaka, Kansai, Japon, participants du Japon et visiteurs se sont livrés au dialogue et à la co-création et ont vu leur culture résonner l'un avec l'autre, uni dans la diversité dans le fait de susciter leurs messages vers la société future pour nos vies. Par cette déclaration, nous exprimons notre espoir que ces discussions et pratiques seront reportées aux Expos prochaines et contribuer aux efforts dans le monde entier dans la conception de la société future.



▲ Défilé des drapeaux lors du jour de clôture (le 13 octobre, Osaka. Photo : Association de l'Exposition ©Expo 2025)

✧ Dossier spécial de couverture ✧

La TICAD 9

— Co-création de solutions innovantes
avec l'Afrique —

Qu'est-ce que la TICAD ?

La Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD – *Tokyo International Conference on African Development*) est une réunion internationale lancée en 1993 par le Japon dans le domaine du développement de l'Afrique. Elle soutient le développement de l'Afrique en suivant les concepts fondamentaux que sont l'« appropriation (*ownership*) » par l'Afrique et les « partenariats (*partnership*) » avec la communauté internationale, y compris le Japon.



▲ Photo de groupe des chefs d'état et de gouvernement participant à la TICAD 9 (le 20 août, Yokohama. Photo : Site officiel du Cabinet du Premier ministre)

1 La TICAD 9 – Thème et aperçu

La 9ème Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD 9) s'est tenue à Yokohama du 20 au 22 août 2025. La TICAD 9 a réuni 49 pays africains (dont 33 au niveau des chefs d'État et de gouvernement), auxquels se sont joints les co-organisateurs (les Nations Unies, le Programme des Nations Unies pour le



▲ Le Premier ministre ISHIBA Shigeru coprésidant la cérémonie d'ouverture aux côtés de João Manuel Gonçalves LOURENÇO, Président de l'Angola et Président de l'UA (le 20 août, Yokohama). Photo : Site officiel du Cabinet du Premier ministre)

développement (PNUD), la Banque mondiale et la Commission de l'Union africaine (CUA)), ainsi que des représentants d'organisations internationales, d'entreprises du secteur privé, de parlementaires et d'associations de la société civile.

La TICAD 9 a eu pour thème la « Co-crédation de solutions innovantes avec l'Afrique ».



▲ Discussions lors d'une session plénière (à l'écran : l'ancien Premier ministre KISHIDA Fumio, assurant la présidence par intérim) (le 21 août, Yokohama)

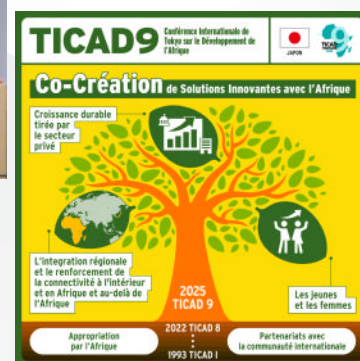
2 Sessions plénières et Déclaration de Yokohama

Lors de la TICAD 9, des sessions plénières ont été organisées dans les trois domaines que sont l'économie, la société, la paix et la stabilité. Des discussions animées ont eu lieu, axées sur des questions transversales importantes telles que la croissance durable portée par le secteur privé, la jeunesse et les femmes, l'intégration régionale et la connectivité intrarégionale et extrarégionale.

Les résultats des trois jours de discussions ont été synthétisés dans la « Déclaration de Yokohama de la TICAD 9 », déclaration au niveau des chefs d'État et de gouvernement adoptée le dernier jour. Lors de la conférence de presse conjointe organisée à l'issue de la conférence, le Premier ministre ISHIBA Shigeru a déclaré que le Japon continuerait à œuvrer pour que la TICAD évolue en permanence tout en restant fidèle à ses principes fondateurs.



▲ Le Premier ministre ISHIBA Shigeru procédant à l'adoption du document final lors de la cérémonie de clôture (le 22 août, Yokohama). Photo : Site officiel du Cabinet du Premier ministre)



▲ Thème et priorités de la TICAD 9

3 Les initiatives du Japon

Lors de la TICAD 9, le Premier ministre ISHIBA Shigeru a annoncé que le Japon allait désormais accélérer ses efforts dans les sept domaines suivants : (1) promotion des investissements en Afrique ; (2) promotion de la mobilisation de capitaux privés ; (3) renforcement de la coopération industrielle, notamment par l'utilisation de l'intelligence artificielle (IA) et de la transformation

numérique (DX) et le renforcement des chaînes d'approvisionnement en ressources minérales ; (4) renforcement de la connectivité à l'intérieur de l'Afrique et à l'extérieur ; (5) renforcement des politiques de santé ; (6) formation et échange de personnel axés sur les jeunes et les femmes ; (7) intensification des efforts en faveur de la paix et de la stabilité en Afrique.

Parmi ces domaines, voici quelques-unes des initiatives concrètes annoncées lors de la TICAD 9.

➤ **Initiative pour la zone économique océan Indien-Afrique**

Cette initiative vise à contribuer à l'intégration régionale et au développement industriel de l'Afrique en collaboration avec les pays riverains de l'océan Indien pour renforcer la connectivité régionale et construire une zone économique libre et équitable.

➤ **Coopération de type « offre proactive » à grande échelle⁽¹⁾ à destination du Mozambique, du Malawi et de la Zambie : « Renforcement de la résilience des chaînes d'approvisionnement mondiales par le développement du corridor de Nacala »**

Dans le corridor de Nacala, qui relie les pays enclavés que sont la Zambie et le Malawi à l'océan Indien via le port de Nacala au Mozambique, une coopération de type « offre proactive » à grande échelle a été lancée, visant à développer et à renforcer les infrastructures de transport régional ainsi qu'à promouvoir l'industrie.

➤ **Mise en place du groupe d'étude conjoint public-privé-universitaire sur le renforcement du partenariat économique Japon-Afrique**

Un comité réunissant les institutions et les experts concernés, tant japonais qu'africains sera créé pour discuter de la coopération nécessaire en vue de mettre en œuvre la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf), initiative majeure de l'Union africaine (UA), et explorer les possibilités de coopération économique future.

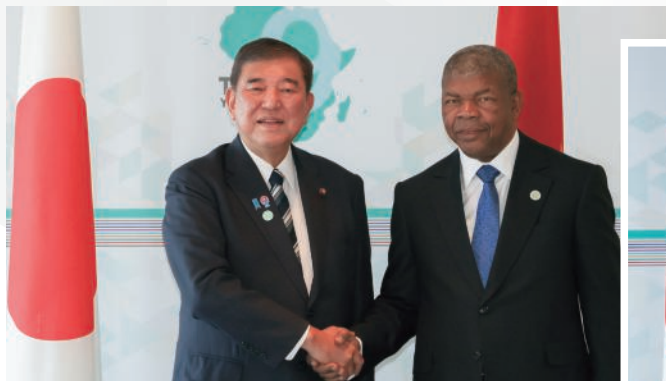
➤ **Programme de promotion des investissements dans la santé en Afrique**

Les pays africains doivent œuvrer eux-mêmes à l'amélioration de la gouvernance, à la mise en place d'un environnement propice aux investissements et à la mobilisation de leurs ressources pour investir dans l'avenir. Afin de soutenir ces efforts, un « Programme de promotion des investissements dans la santé en Afrique » a été mis en place.

4 Entretiens avec les pays africains et les organisations internationales

À l'occasion de la TICAD 9, le Premier ministre ISHIBA Shigeru a eu 34 entretiens avec des représentants de pays africains et des organisations internationales et le ministre des Affaires étrangères IWAYA Takeshi en a eu 30. Le ministre délégué auprès du ministre des Affaires étrangères FUJII Hisayuki, le vice-ministre parlementaire chargé des Affaires étrangères MATSUMOTO Hisashi et la vice-ministre parlementaire chargée des Affaires étrangères ERI Arfiya ont également rencontré de nombreux homologues.

Grâce à ces multiples opportunités diplomatiques, il a été possible d'échanger avec un large éventail d'acteurs sur la coopération adaptée aux besoins des pays africains ainsi que sur la coopération dans les enceintes internationales, notamment sur la réforme du Conseil de sécurité des Nations Unies. Par ailleurs, les représentants de nombreux pays et organisations ont exprimé leur gratitude pour le soutien apporté par le Japon.



▲ Réunion au sommet entre le Premier ministre ISHIBA Shigeru et João Manuel Gonçalves LOURENÇO, Président de l'Angola et coprésident de la TICAD 9 (le 20 août, Yokohama. Photo : Site officiel du Cabinet du Premier ministre)



▲ Entretien entre le Premier ministre ISHIBA Shigeru et le Secrétaire général des Nations Unies António Manuel de Oliveira Guterres (le 20 août, Yokohama. Photo : Site officiel du Cabinet du Premier ministre)

(1) Coopération de type « offre proactive » : dans les domaines qui doivent être traités de manière stratégique au regard de la politique étrangère, il s'agit de proposer avec conviction aux pays en développement des offres de coopération attractives qui tirent parti des atouts du Japon, sous une forme qui comprend à la fois l'aide publique au développement (APD), d'autres fonds publics (OOF) et des capitaux privés.

5 Promotion des affaires

Depuis la TICAD V de 2013, où l'idée de « passage de l'aide aux investissements privés » a été mise en avant, l'intérêt des entreprises japonaises pour l'Afrique n'a cessé de croître. Lors de la TICAD 9, 324 documents de coopération liés aux affaires ont été conclus, soit plus du triple de ceux enregistrés lors de la TICAD 8. Par



▲ Cérémonie de présentation des documents de coopération (le 21 août, Yokohama. Photo : Site officiel du Cabinet du Premier ministre)

ailleurs, la « TICAD Business Expo & Conference », événement thématique organisé par l'Organisation japonaise du commerce extérieur (JETRO), a accueilli un nombre record de 194 entreprises et organisations exposantes, et environ 10 000 personnes, dont des représentants d'entreprises japonaises et africaines, y ont participé.



▲ Le Premier ministre ISHIBA Shigeru visitant les stands d'entreprises de la « TICAD Business Expo & Conference » (le 21 août, Yokohama. Photo : Site officiel du Cabinet du Premier ministre)

6 L'engagement de la jeunesse

On prévoit qu'en 2050, les pays africains représenteront plus d'un tiers de la jeunesse mondiale.⁽²⁾ Dans ce contexte, la TICAD 9 a accordé une attention particulière à la « jeunesse » et a annoncé la promotion d'initiatives visant la formation et les échanges de jeunes talents.

Afin de donner la parole aux jeunes japonais et africains, de nombreux événements organisés par des jeunes ont eu lieu pendant la TICAD 9. Le Forum de la jeunesse (*Youth Forum*), qui s'est tenu sous le format d'une TICAD pour les jeunes avec la participation d'environ 400 jeunes du Japon

et d'Afrique, a publié les propositions des jeunes intitulées « *Youth Agenda 2055 : The Future We Want* », traçant l'avenir de l'Afrique et du Japon.

De plus, une simulation de conférence de l'UA, inspirée du modèle des Nations Unies, a également été organisée. Des étudiants et des jeunes du Japon et d'Afrique ont formé des équipes pour représenter les États membres de l'UA et débattre sur des thèmes économiques, politiques, scientifiques et technologiques, ce qui a permis l'adoption de trois résolutions de l'Assemblée générale.



▲ Le Forum de la jeunesse (*Youth Forum*) (le 20 août, Yokohama)



▲ La simulation de conférence de l'UA (le 20 août, Yokohama. Photo : PNUD)

⁽²⁾ Source : Organisation internationale du Travail (OIT), *Global Employment Trends for Youth 2024*, p. 56

Chapitre 1

Aperçu de la situation internationale et perspectives diplomatiques du Japon

Pour que le Japon puisse préserver ses intérêts nationaux dans les domaines diplomatique, sécuritaire et économique, prévenir les crises avant qu'elles ne surviennent et garantir la sécurité et la prospérité de la vie de ses citoyens au Japon comme à l'étranger, il est nécessaire de maintenir et de renforcer un ordre international fondé sur des valeurs et des principes tels que la liberté, la démocratie, les droits de l'Homme et l'État de droit, et également d'agir en amont pour

façonner un environnement international pacifique et stable, grâce à une coopération étroite avec un large éventail de partenaires. Pour ce faire, cela implique d'appréhender avec sérénité les changements et les tendances de la situation internationale, de s'y adapter et de déployer une diplomatie stratégique, proactive et multiforme.

Ce chapitre replace le Japon dans le contexte international et détaille les perspectives de sa diplomatie.

1 Aperçu de la situation internationale

L'année 2025, marquant les 80 ans de la fin de la Seconde Guerre mondiale et le 80ème anniversaire de la fondation de l'Organisation des Nations Unies (ONU), peut être considérée comme une étape importante pour la communauté internationale.

Après la guerre froide, les tendances internationales caractérisées par l'expansion d'un ordre international libre et ouvert, l'avancement de la mondialisation et l'approfondissement de l'interdépendance entre les nations ont apporté prospérité et stabilité à de nombreux pays.

Cependant, l'ordre international libre et ouvert est fortement ébranlé. En raison des bouleversements des rapports de force et de l'intensification de la compétition géopolitique, nous traversons une période de grands changements historiques. Dans ce contexte, l'environnement sécuritaire autour du Japon est actuellement l'un des plus dégradé, complexe et tendu qui soit depuis la fin de la Seconde Guerre

mondiale. L'ère de relative stabilité autrefois connue sous le nom de « fin de la guerre froide » peut être considérée comme étant révolue.

L'agression de la Russie contre l'Ukraine, qui a commencé en février 2022, est un acte scandaleux qui ébranle les fondements mêmes de l'ordre international et constitue une grave violation du droit international, notamment la Charte des Nations Unies. De plus, au Moyen-Orient, l'ensemble de la région est devenu instable depuis les attaques terroristes du Hamas et d'autres groupes perpétrés contre Israël en octobre 2023. La complexité croissante de la structure des conflits au sein de la communauté internationale, en particulier concernant la situation à Gaza, ainsi que l'escalade des tensions autour de l'Iran, représentent un défi pour l'ensemble de la communauté internationale, dépassant les frontières régionales.

Dans le même temps, les changements dans l'environnement sécuritaire du Japon et

de la communauté internationale évoluent à un rythme accéléré dans divers domaines. Dans le voisinage du Japon, des développements préoccupants sont observés, tels que la posture diplomatique et les activités militaires de la Chine, le développement nucléaire et balistique de la Corée du Nord, et le renforcement de la coopération militaire entre la Russie et la Corée du Nord. Ces événements individuels s'inscrivent dans un contexte international global et engendrent de nombreux changements dans les relations régionales et internationales.

Par ailleurs, l'essor des pays en développement et émergents, connus sous le nom de Sud global, soulève des questions quant au maintien de l'ordre international existant et du système de gouvernance mondiale.⁽¹⁾ Les pays du Sud global accroissent rapidement leur influence et leur poids sur la scène politique internationale, portés par leur croissance économique et leur expansion démographique. Nombre d'entre eux expriment de plus en plus ouvertement les limites de l'ordre international et des organisations internationales existantes, et appellent à des réformes pour un système plus équitable et inclusif. Dans un contexte de mécontentement, certains pays se présentent comme les défenseurs de l'ordre international en vue de servir leurs propres intérêts, en s'appuyant sur leurs propres récits nationaux.

De plus, ces dernières années, face à l'émergence de divers défis dans des domaines couvrant la sécurité nationale et l'économie, l'importance de la sécurité économique, notamment le renforcement de la résilience des chaînes d'approvisionnement, n'a cessé de croître. Par ailleurs, les progrès scientifiques et technologiques dans la société moderne sont sans précédent par leur rapidité et l'étendue de

leur impact. Les innovations dans des domaines de pointe tels que l'intelligence artificielle (IA) et les technologies quantiques progressent à un rythme accéléré, et leur importance croît en tant que facteur majeur pouvant influencer jusqu'à la puissance nationale. En outre, avec le développement des technologies numériques, les menaces dans le cyberspace, y compris les cyberattaques d'origine étatique, se multiplient rapidement, rendant urgent le renforcement des capacités de réponse dans le domaine de la cybersécurité. Dans ces circonstances, la concurrence entre les nations pour l'« hégémonie technologique » s'intensifie et inaugure une ère où le développement des technologies de nouvelle génération est directement lié à la sécurité nationale de chaque pays, tout en exerçant un impact significatif sur la puissance nationale future et l'ordre international à moyen et long terme.

Compte tenu de ce qui précède, la partie ci-dessous présente les principales problématiques auxquelles la communauté internationale est confrontée.

(1) Répondre à la remise en cause de l'ordre international libre, ouvert et fondé sur l'État de droit

Dans diverses régions du monde, on observe des changements dans l'équilibre des pouvoirs et une intensification de la compétition géopolitique. Ces facteurs interdépendants commencent à fragiliser de manière significative l'ordre international libre, ouvert et fondé sur l'État de droit.

La Russie poursuit encore aujourd'hui son agression contre l'Ukraine commencée en février 2022. Cet acte, par lequel un membre permanent du Conseil de sécurité des Nations Unies viole de manière flagrante les principes de la Charte des Nations Unies, tels que le

⁽¹⁾ Gouvernance mondiale : efforts visant à assurer la prévisibilité, la stabilité et l'ordre dans le traitement des problématiques interétatiques (ensemble des institutions, politiques, normes, procédures et initiatives) au sein de la communauté internationale, qui, contrairement au système national, ne dispose pas d'organes directeurs supérieurs.

respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale, et l'interdiction générale du recours à la force, constitue un défi à l'ordre international fondé sur l'État de droit. L'instauration d'une paix juste et durable en Ukraine est essentielle pour le maintien de l'État de droit au sein de la communauté internationale. En outre, au Moyen-Orient, les combats entre Israël et le Hamas se sont intensifiés depuis octobre 2023, provoquant une grave crise humanitaire qui représente un défi pour l'ensemble de la communauté internationale, au-delà des frontières régionales.

Dans ce contexte, les États-Unis se sont activement engagés dans la diplomatie en vue de parvenir à la paix en Ukraine et de résoudre les conflits dans le monde, et le Japon soutient les efforts diplomatiques des États-Unis. Le rôle de ces derniers reste indispensable pour maintenir et renforcer la paix et la stabilité au sein de la communauté internationale.

La sécurité dans la région indopacifique et celle dans la région euro-atlantique sont indissociables, et il est important de répondre à l'agression de la Russie contre l'Ukraine pour prévenir également toute tentative unilatérale de modification du statu quo par la force en Asie de l'Est. L'environnement sécuritaire autour du Japon n'a jamais été aussi dégradé et complexe depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. L'évolution des activités militaires de la Chine, de la Corée du Nord et de la Russie est très préoccupante, en particulier les tentatives unilatérales de la Chine de modifier le statu quo par la force ou la coercition en mer de Chine orientale et en mer de Chine méridionale, la montée des tensions autour du détroit de Taïwan, la poursuite du développement nucléaire et balistique de la Corée du Nord, le renforcement de la coopération militaire entre la Russie et la Corée du Nord, et le renforcement de la coopération militaire entre la Chine et la Russie.

Dans une telle situation, il est d'autant plus important de renforcer les capacités de dissuasion

et de réaction de l'Alliance nippo-américaine, qui forment la pierre angulaire de la politique étrangère et de sécurité du Japon ainsi que le fondement de la paix et de la prospérité dans la région indopacifique. De plus, il est essentiel que les États-Unis maintiennent et renforcent leur engagement dans la région indopacifique. Dans le même temps, il est extrêmement important de renforcer la coopération avec les pays affinitaires qui valorisent le maintien et le développement d'un ordre international libre et ouvert, en tirant parti des cadres de coopération multiformes. Il est primordial de renforcer la coopération multilatérale avec les pays qui partagent nos valeurs, tels que les membres du G7, l'Australie, l'Inde, la Corée du Sud, les pays de l'Asie du Sud-Est et les pays insulaires du Pacifique, en utilisant des cadres tels que Japon - États-Unis - Corée du Sud, Japon - États-Unis - Australie et Japon - États-Unis - Philippines, et le QUAD (Japon, Australie, États-Unis et Inde). En outre, dans la mesure où la sécurité indopacifique et la sécurité euro-atlantique sont indissociables, il est également crucial d'approfondir la coopération avec un large éventail de partenaires, comme l'Union européenne (UE) et l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN).

Grâce à ces initiatives, le Japon promouvra avec force un « Indopacifique libre et ouvert » (FOIP), dont les principes fondamentaux sont la défense de « la liberté » et de « l'État de droit », le respect de « la diversité », de « l'inclusivité » et de « l'ouverture », et le fera évoluer de manière stratégique pour qu'il s'adapte à notre époque.

Parallèlement, il est important de construire des relations stables avec les pays voisins, tout en abordant les problèmes et les défis difficiles. En ce qui concerne les relations entre le Japon et la Chine, l'orientation générale qui consiste à promouvoir de manière globale une « relation mutuellement avantageuse fondée sur des intérêts stratégiques communs » et à établir des

« relations constructives et stables entre le Japon et la Chine » reste inchangée. C'est précisément parce qu'il existe diverses questions et défis en suspens qu'il est essentiel que le Japon et la Chine communiquent entre eux. Le Japon a l'intention de continuer à réagir avec calme et discernement à l'avenir.

(2) Efforts en faveur d'une réforme de la gouvernance mondiale et de la résolution des problèmes mondiaux

L'année 2025 marque le 80ème anniversaire de la fondation des Nations Unies, offrant l'occasion de réaffirmer l'importance du multilatéralisme et de repenser la nature de la coopération internationale. De nombreux défis mondiaux subsistent aujourd'hui, tels que le changement climatique, l'environnement, la santé mondiale et les catastrophes, et aucun pays ne peut les relever par seul, ce qui rend la coopération internationale encore plus nécessaire que jamais.

Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale il y a 80 ans, le Japon promeut une diplomatie multilatérale centrée sur les Nations Unies contribuant sans relâche à la paix, à la stabilité et à la prospérité de la communauté internationale. Toutefois, force est de constater que les organisations et instances internationales existantes, notamment le Conseil de sécurité des Nations Unies, n'ont pas été pleinement en mesure de remplir leur rôle face aux problèmes actuels. Pour s'adapter aux changements de l'époque et pour fonctionner plus efficacement, des réformes urgentes de leur structure et de leurs fonctions sont indispensables.

Le renforcement des réseaux avec un large éventail de pays affinitaires et la promotion constante de la coopération contribueront également à consolider la gouvernance mondiale. L'approfondissement de la coopération internationale fondée sur des valeurs partagées, permet de répondre plus efficacement aux

crises complexes auxquelles la communauté internationale est confrontée. De plus, face aux difficultés que rencontre le système multilatéral centré sur les Nations Unies, on peut dire que la coopération entre alliés et pays affinitaires prend de plus en plus d'importance.

En réponse au changement des rapports de force internationaux, les pays du Sud global gagnent en influence au sein de la communauté internationale. Certains d'entre eux tentent de diffuser leur propre narratif, en se posant comme les défenseurs de l'ordre international. Bien que les pays du Sud global soient mécontents des règles et des systèmes en vigueur, il est essentiel qu'ils jouent conjointement un rôle à la hauteur de leurs efforts et qu'ils partagent la responsabilité afin de renforcer la gouvernance mondiale.

Le groupe des « BRIC », initialement composé par quatre pays, le Brésil, la Russie, l'Inde et la Chine, est ensuite devenu les « BRICS » avec l'adhésion de l'Afrique du Sud et devrait compter officiellement dix Etats membres en 2025, signe d'une expansion continue. Bien que de telles tendances soient observées parmi les pays du Sud global, chaque pays possède des intérêts, des intentions, des systèmes politiques, des situations économiques et des besoins spécifiques. Dans le contexte international actuel, il est de plus en plus nécessaire de mener une diplomatie nuancée, attentive aux spécificités de chacun des pays du Sud global.

(3) Répondre aux répercussions de l'intensification de la concurrence internationale et des progrès scientifiques et technologiques

Dans la communauté internationale actuelle, l'intensification de la concurrence internationale et les progrès rapides de la science et de la technologie ont des répercussions significatives sur les relations entre les nations et sur la sécurité.

La pandémie de COVID-19 et l'agression

de la Russie contre l'Ukraine ont révélé ces dernières années la vulnérabilité de la chaîne d'approvisionnement alimentaire et énergétique. En outre, la concurrence internationale pour les minéraux critiques et les technologies avancées continue de s'intensifier, et le monde entre dans une ère où la supériorité économique se traduit directement par une supériorité en matière de sécurité. De ce fait, la notion de sécurité s'étend désormais au-delà des domaines militaire et diplomatique traditionnels pour inclure un large éventail de domaines tels que l'économie, la technologie et la vie sociale. Pour faire face à ce changement, il est devenu urgent de répondre aux défis de la sécurité économique, notamment en renforçant la résilience des chaînes d'approvisionnement.

La mise en place d'une gouvernance pour les technologies émergentes constitue également une tâche urgente. Si l'évolution des technologies émergentes, dont l'IA et le cyberspace, apporte des avantages significatifs à la société, leur mésusage pose des risques graves qui menacent la stabilité des nations et des sociétés. L'émergence de « nouvelles formes de guerre », y compris l'utilisation massive de drones dans le conflit ukrainien, montre l'impact significatif de l'innovation sur le domaine militaire. De plus, dans le contexte d'une concurrence géopolitique croissante, la guerre informationnelle internationale dans le domaine cognitif par la manipulation de l'information, y compris la diffusion de fausses informations, se produit constamment, rendant la riposte d'autant plus cruciale. Afin de minimiser les risques posés par ces innovations et d'en maximiser les avantages,

il est indispensable d'assurer une gouvernance appropriée au sein de la communauté internationale. Par conséquent, l'établissement de normes éthiques pour le développement et l'utilisation des technologies, la formulation de codes de conduite dans le cyberspace et la promotion de la coopération internationale dans la lutte contre la désinformation sont des questions urgentes qui doivent être abordées.

On observe également l'arrivée du nationalisme, du protectionnisme, ainsi que d'une série de mesures douanières.

Il existe des cas où des pays usent de leur influence économique pour faire pression sur d'autres pays en tirant parti des dépendances économiques, de la puissance de leurs puissants marchés et de leurs ressources naturelles, ainsi qu'en mettant en œuvre des politiques et des pratiques non commerciales. Par exemple, les restrictions à l'exportation de minéraux critiques indiquent qu'une dépendance excessive à l'égard de certains pays qui ne respectent pas les règles et normes internationales représente un risque important pour la sécurité économique.

Pour répondre à ces évolutions, il est essentiel non seulement de s'efforcer de mettre en place des règles internationales et de maintenir et renforcer un ordre économique international libre et équitable, mais aussi de promouvoir des initiatives visant à consolider les chaînes d'approvisionnement, notamment celles liées aux minéraux critiques. Cependant, il est difficile pour un pays de relever ces défis seul, et il devient de plus en plus nécessaire de coopérer avec les alliés, les pays affinitaires et les pays du Sud global.

2 Les perspectives diplomatiques du Japon

L'environnement sécuritaire pour la communauté internationale comme pour le Japon change

rapidement sur plusieurs points. L'agression de la Russie contre l'Ukraine, la situation instable

au Moyen-Orient, la posture diplomatique et les activités militaires de la Chine autour du Japon, le développement nucléaire et balistique de la Corée du Nord ainsi que l'avancement de la coopération militaire entre la Russie et la Corée du Nord évoluent de façon préoccupante. Dans le même temps, les pays du Sud global pèsent de plus en plus et la communauté internationale se diversifie. En outre, certains pays connaissent des divisions internes et des tensions politiques croissantes. Le multilatéralisme, dont l'ONU constitue l'axe central, est confronté à des difficultés au moment même où l'humanité fait face à des défis majeurs comme le changement climatique, à de nouvelles menaces comme les cyberattaques et la désinformation via la diffusion de fausses informations, et à des problèmes de sécurité économique. Les défis auxquels doit répondre l'ensemble de la communauté internationale s'accumulent et, aujourd'hui plus que jamais, les nations doivent coopérer.

Dans une situation internationale dégradée, le Japon a un double objectif : d'une part, garantir la paix, la sécurité et la prospérité sur son territoire et pour son peuple ; de l'autre, participer de manière proactive à la création d'un environnement international pacifique et stable en maintenant et en renforçant un ordre international fondé sur les valeurs et les principes que sont la liberté, la démocratie, les droits de l'Homme et l'État de droit.

Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, le Japon n'a eu de cesse de suivre la voie d'une nation pacifique contribuant à la paix, à la stabilité et à la prospérité de la communauté internationale, en particulier dans la région Asie-Pacifique, et œuvrant au maintien et au renforcement de l'ordre international libre, ouvert et fondé sur l'État de droit. Le Japon a également développé pour chaque pays une diplomatie sur mesure, respectant la diversité de chacun, s'appuyant sur des perspectives partagées

pour discuter des problématiques communes et proposant un soutien adapté aux besoins de ses partenaires. Parallèlement, dans le cadre du système commercial multilatéral, le Japon s'est fait le porte-drapeau du libre-échange et a maintenu et renforcé un ordre économique international libre et équitable fondé sur des règles. Il a coopéré avec les pays en développement sur la base du principe de la sécurité humaine,⁽²⁾ en s'attaquant à résoudre des problèmes de dimension mondiale comme la réalisation des objectifs de développement durable (ODD), notamment par le biais de l'aide publique au développement (APD) pour le développement des infrastructures, le soutien au développement des capacités et d'autres mesures. Enfin, il a contribué activement au désarmement et à la non-prolifération nucléaires ainsi qu'aux efforts internationaux de consolidation de la paix. Alors que le monde traverse une période de grandes mutations historiques, le Japon, fort de la confiance acquise grâce à ses efforts diplomatiques, protégera ses intérêts nationaux et développera une « diplomatie inclusive et forte menant à une coopération multiforme et à plusieurs niveaux » qui réponde aux changements de la communauté internationale, en assumant de manière proactive les rôles et responsabilités que la communauté internationale attend du Japon dans divers domaines afin de promouvoir la « Diplomatie japonaise responsable, créatrice de paix et de prospérité » prônée par le Cabinet Takaichi.

(1) Maintenir l'ordre international libre, ouvert et fondé sur l'État de droit

A Renforcer l'Alliance nippo-américaine

L'alliance nippo-américaine est le pilier de la politique étrangère et de sécurité du Japon ainsi que le fondement de la paix et de la prospérité

⁽²⁾ La sécurité humaine est un concept qui vise à libérer les individus de la peur et du besoin, et à leur garantir le droit de vivre dans le bonheur et la dignité, en leur offrant protection et autonomisation.

dans la région indopacifique.

En matière de sécurité, le Japon et les États-Unis vont promouvoir une large coopération en matière de sécurité, renforcer davantage les capacités de dissuasion et de réaction de l'Alliance nippo-américaine et optimiser le dispositif des forces américaines au Japon. Le Japon mettra également tout en œuvre pour en atténuer la charge pesant sur les communautés locales à commencer par celle d'Okinawa, notamment en transférant dès que possible la base aérienne du Corps des Marines de Futenma à Henoko, tout en maintenant une présence stable des forces américaines au Japon.

Sur le plan économique, le Japon et les États-Unis continueront d'élargir et d'approfondir leur coopération dans son ensemble, réalisant la croissance et renforçant la sécurité économique des deux pays grâce à la mise en œuvre régulière de l'accord sur les tarifs douaniers entre le Japon et les États-Unis. Les deux pays renforceront également les échanges interpersonnels à plusieurs niveaux.

Grâce à ces efforts, le Japon continuera d'établir une relation de confiance solide avec l'administration Trump et d'approfondir encore davantage les relations nippo-américaines. Parallèlement, le Japon continuera à se coordonner étroitement avec les États-Unis à tous les niveaux, y compris entre les dirigeants et les ministres des Affaires étrangères.

B Renforcer les liens avec les alliés et les pays affinitaires

Tout en l'adaptant aux changements inhérents à l'époque, le Japon fera progresser de manière stratégique le concept d'« Indopacifique libre et ouvert » (FOIP), socle de la diplomatie japonaise sur lequel s'appuient les principes fondamentaux de défense de la liberté et de l'État de droit, de respect de la diversité, de l'inclusivité et de l'ouverture. Afin de mettre en œuvre le FOIP, il est

important de construire et de multiplier les liens avec les pays affinitaires, en plus de consolider l'Alliance nippo-américaine. À cette fin, le Japon continuera à renforcer davantage sa coopération avec le G7, les pays de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE), l'Australie, l'Inde, les pays insulaires du Pacifique, l'UE, l'OTAN entre autres et à pratiquer une coopération adaptée et multiforme tels que les cadres de discussion Japon - États-Unis - Corée du Sud, Japon - États-Unis - Australie, Japon - États-Unis - Philippines ainsi que le cadre du QUAD (Japon, Australie, États-Unis et Inde).

Les membres du G7 travaillent en étroite collaboration pour traiter les différents problèmes auxquels est confrontée la communauté internationale, tels que l'agression de la Russie contre l'Ukraine et la situation au Moyen-Orient. Alors que la sécurité de l'Europe, celle du Moyen-Orient et celle de la région indopacifique deviennent de plus en plus interdépendantes, le Japon va contribuer à renforcer la coopération au sein du G7 afin de maintenir et de consolider l'ordre international libre, ouvert et fondé sur l'État de droit.

Avec l'Australie, pilier central de la coordination entre pays affinitaires, le Japon établit une relation de coopération étroite dans un large éventail de domaines. Les deux pays s'efforceront d'approfondir encore leur partenariat stratégique spécial, notamment en renforçant leur coopération en matière de sécurité dans des domaines tels que les équipements de défense, la cybersécurité et la sécurité économique.

Avec l'UE et l'OTAN, le Japon a encore renforcé sa coopération en matière de sécurité, conscient que la sécurité euro-atlantique et la sécurité indopacifique sont indissociables et compte tenu des progrès accomplis ces dernières années dans le domaine de la coopération.

Le Japon promouvra la coopération avec les pays affinitaires, tels que le cadre de discussion

Japon - États-Unis - Corée du Sud, Japon - États-Unis - Australie, Japon - États-Unis - Philippines, et le cadre du QUAD (Japon, Australie, États-Unis et Inde), et continuera à renforcer cette coopération multilatérale.

C Des initiatives propres au Japon

Alors que l'environnement sécuritaire pour la communauté internationale comme pour le Japon devient de plus en plus dégradé, le Japon s'efforce de réviser sa stratégie de sécurité nationale, sa stratégie de défense nationale et son programme de renforcement de la défense. De plus, le Japon promouvra le transfert d'équipements et de technologies de défense, le programme d'aide publique à la sécurité (OSA) et la cybersécurité, et il s'efforcera d'améliorer ses capacités de renseignement en étroite coordination avec les ministères et agences concernés.

Le Japon promouvra l'État de droit au sein de la communauté nationale et œuvrera également à la coopération internationale dans la lutte contre la menace terroriste, l'extrémisme violent et la criminalité transnationale organisée, y compris la cybercriminalité.

Le Japon renforcera son architecture de sécurité de l'information. Parallèlement, pour contrer la manipulation de médias étrangers avec notamment la diffusion de fausses informations, le Japon améliorera ses dispositifs dans la guerre informationnelle, en renforçant ses capacités de collecte et d'analyse de l'information ainsi que ses communications externes stratégiques. Le Japon s'efforcera également de renforcer en profondeur sa diplomatie culturelle, en s'appuyant notamment sur les échanges humains favorisant ainsi une réception positive de ses communications du Japon.

(2) Les relations diplomatiques avec les pays voisins

Le Japon abordera de front les sujets sensibles

et les problèmes tout en établissant des relations stables avec ses voisins.

A Les relations entre le Japon et la Chine

Entre le Japon et la Chine, il existe un certain nombre de défis et de préoccupations, notamment en raison de tentatives unilatérales de la Chine de modifier le statu quo par la force ou la coercition qu'elle exerce en mer de Chine méridionale, notamment dans les eaux autour des îles Senkaku et en mer de Chine orientale ainsi que d'activités militaires autour du Japon. La paix et la stabilité dans le détroit de Taïwan sont également importantes. Le Japon est par ailleurs très préoccupé par la situation des droits de l'Homme en Chine et par la situation à Hong Kong.

Dans le même temps, le Japon et la Chine ont une grande responsabilité dans la paix et la prospérité de la région et du monde. La position du Japon vis-à-vis de la Chine, qui est de promouvoir de manière globale une « relation mutuellement avantageuse fondée sur des intérêts stratégiques communs » et d'établir des « relations constructives et stables entre le Japon et la Chine » reste cohérente. La persistance de défis et de problèmes restés sans solution rend primordiale la communication entre les deux pays, et le Japon demeure à ce titre ouvert à de nombreuses discussions. Le Japon entend en effet continuer à communiquer avec la Chine et à réagir calmement et de manière appropriée à l'avenir, gardant en perspective ses intérêts nationaux.

B Relations entre le Japon et la Corée du Sud

Le Japon et la Corée du Sud sont des voisins importants qui devraient agir en tant que partenaires pour relever les défis auxquels fait face la communauté internationale. Les relations entre le Japon et la Corée du Sud ont pris encore plus d'importance avec le contexte stratégique

actuel. Le Japon et la Corée du Sud continueront à développer leurs relations de manière stable et tournée vers l'avenir, en s'appuyant sur les fondements établis à la normalisation de leurs relations. En ce qui concerne notamment mais pas exclusivement les politiques à l'égard de la Corée du Nord, le Japon poursuivra son travail en collaboration étroite au niveau bilatéral et au niveau trilatéral avec les États-Unis.

Concernant l'île de Takeshima, qui est un territoire japonais tant à la lumière des faits historiques qu'en vertu du droit international, le Japon traitera la question avec détermination et sur la base de cette position cohérente.

C **Coopération trilatérale entre le Japon, la Chine et la Corée du Sud**

Une coopération trilatérale entre le Japon, la Chine et la Corée du Sud est également importante, pour la paix et la prospérité dans la région comme, d'un point de vue général, dans le monde. Le moment venu, le Japon poursuivra la coordination du Sommet trilatéral Japon - Chine - Corée du Sud en tant que pays président.

D **La Corée du Nord**

Le développement nucléaire et balistique de la Corée du Nord n'est en aucun cas acceptable. Le Japon est également très préoccupé par l'avancement de la coopération militaire entre la Russie et la Corée du Nord, dont l'engagement de troupes nord-coréennes par la Russie et l'acquisition et l'utilisation par la Russie d'armes et de munitions, notamment de missiles balistiques provenant de Corée du Nord, compte tenu de leur impact non seulement sur la situation en Ukraine mais aussi sur la sécurité de la région entourant le Japon. Le Japon va collaborer étroitement avec la communauté internationale tout en veillant à la mise en œuvre intégrale des résolutions du Conseil de sécurité des Nations Unies. Le Japon soutiendra les efforts pour la pleine mise

en œuvre des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité des Nations Unies et recherchera le démantèlement complet des programmes nucléaires et des missiles balistiques de la Corée du Nord en coopération avec la communauté internationale en particulier avec les États-Unis et la Corée du Sud.

La politique fondamentale du Japon reste inchangée : le gouvernement japonais œuvre, conformément à la Déclaration de Pyongyang, à clore le chapitre d'un passé malheureux et à normaliser ses relations avec la Corée du Nord tout en faisant face aux différents contentieux comme les enlèvements ou les programmes nucléaire et balistique, ne laissant aucune problématique de côté.

Le problème des enlèvements en particulier constitue un drame humanitaire dans lequel des vies sont en jeu. Il doit être résolu sans délai en raison du vieillissement des personnes enlevées et de leurs familles. Il s'agit également d'une violation de la souveraineté du Japon. Le Japon ne ménagera aucun effort et utilisera tous les moyens disponibles pour obtenir au plus tôt le retour au pays de toutes les personnes enlevées et pour résoudre les questions en suspens entre le Japon et la Corée du Nord.

(3) Répondre à l'agression russe en Ukraine et les relations entre le Japon et la Russie

L'agression de la Russie contre l'Ukraine est un acte d'une grande brutalité qui ébranle les fondements mêmes de l'ordre international. Le Japon salue les efforts diplomatiques unis des États-Unis et des nations européennes en faveur de la paix. Il est important de mettre fin à l'agression de la Russie contre l'Ukraine et de parvenir à une paix juste et durable dans les meilleurs délais. À ce titre, le Japon travaillera en étroite coopération avec le G7 et d'autres pays afin de maintenir le soutien à l'Ukraine et les sanctions contre la Russie.

Les relations entre le Japon et la Russie demeurent difficiles mais concernant la question des Territoires du Nord, qui est le sujet le plus préoccupant entre le Japon et la Russie, la politique du Japon est de résoudre la question de l'attribution des quatre îles du Nord et de parvenir à un accord de paix. Parallèlement, il existe de nombreuses questions en suspens entre le Japon et la Russie qui doivent être réglées par les deux pays en tant que voisins. Il est donc essentiel de communiquer de manière appropriée avec la partie russe. En ce qui concerne la reprise des programmes d'échanges et de visites pour ces quatre îles, qui constitue l'une des grandes priorités, compte tenu des vœux sincères des anciens résidents âgés des îles, le Japon exhortera avec persistance à la Russie à reprendre ces programmes, en insistant particulièrement sur les visites de tombes dans les Territoires du Nord.

(4) Diplomatie économique

Afin de renforcer sa puissance économique, le Japon soutiendra par des moyens diplomatiques ses capacités technologiques avancées et son aptitude à résoudre des problèmes, ainsi qu'à l'expansion des activités des entreprises japonaises à l'étranger, contribuant ainsi au développement de nouveaux marchés et de l'innovation.

Il est également important d'œuvrer au maintien et à l'élargissement d'un ordre économique libre et équitable fondé sur des règles. Le Japon s'efforcera de promouvoir la mise en œuvre des partenariats économiques, notamment en maintenant les normes élevées de l'Accord de Partenariat transpacifique global et progressiste (CPTPP) et son expansion stratégique, en promouvant la réforme de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et en établissant un écosystème d'« intelligence artificielle (IA) sûr, sécurisé et fiable ». Parallèlement, afin de relever les défis de plus en plus importants en

matière de sécurité économique, le Japon mettra tout en œuvre pour non seulement garantir un approvisionnement stable en énergie et en nourriture, mais aussi pour renforcer la résilience des chaînes d'approvisionnement, y compris celles relatives aux minéraux critiques, lutter contre la coercition économique, et promouvoir la préservation et le développement des technologies critiques et émergentes.

Le Japon encouragera les initiatives visant à garantir le succès de l'Exposition internationale Horticole 2027 Yokohama (GREEN×EXPO 2027).

(5) Renforcer la coopération avec les pays du Sud global et les questions de diplomatie régionale

Une coopération étroite est essentielle avec les pays du Sud global, dont l'influence grandit au sein de la communauté internationale. Grâce à une coopération en matière de sécurité via l'OSA et à une « coopération japonaise en faveur du développement qui soit visible » par le biais de l'APD, le Japon poursuivra une coopération sur mesure qui réponde aux besoins des pays partenaires. En outre, le Japon utilisera l'APD de manière stratégique et efficace pour répondre aux enjeux majeurs que sont la sécurité économique et pour promouvoir les investissements privés stimulés par l'APD.

Située au cœur de la région indopacifique, l'ANASE est le pôle de croissance mondial et la pierre angulaire de la réalisation du FOIP. Sa stabilité et sa prospérité revêtent une importance capitale pour le Japon et pour l'ensemble de la région indopacifique. Le Japon s'emploie à renforcer ses relations avec l'ANASE, dont la présence s'accroît tant sur le plan politique qu'économique. En tant que « partenaires de confiance » avec qui il entretient des liens « confraternels », le Japon approfondira sa coopération avec les pays d'Asie du Sud-Est et renforcera ses relations avec la région dans de nombreux domaines, tels que la

sécurité maritime, le numérique (y compris l'IA), la transformation verte (GX), la connectivité et le développement des ressources humaines, en s'appuyant aussi sur l'OSA et l'APD.

L'Inde partage avec le Japon des valeurs fondamentales et des intérêts stratégiques, et c'est un partenaire important dans la réalisation du FOIP. Le Japon et l'Inde étant tous deux des États démocratiques d'Asie, ils partagent une grande responsabilité en matière de paix et de stabilité dans la région indopacifique et dans le monde. Afin de construire une relation mutuellement complémentaire et de fonder ensemble les valeurs socio-économiques qui sont nécessaires pour résoudre les défis auxquels les générations futures seront confrontées, le Japon et l'Inde approfondiront leur coopération dans nombre de domaines, que ce soit la sécurité, l'économie, l'investissement et l'innovation, ou encore les échanges humains, conformément au « partenariat stratégique spécial et mondial ».

La région de l'Asie du Sud-Ouest (Inde comprise) longe les principales lignes de communication maritime (SLOCs) qui relient le Japon au Moyen-Orient et à l'Afrique et est une région de grande importance stratégique pour le Japon. Avec une population de plus de 1,9 milliard d'habitants, dont une grande partie de jeunes et une croissance économique élevée, cette région représente un marché et des sites de production attrayants pour les entreprises japonaises. Les pays d'Asie du Sud-Ouest ont des liens d'amitié historiques avec le Japon et, au fil des années, ce dernier a renforcé son engagement avec eux dans un large éventail de domaines. S'appuyant sur ce socle, et parce qu'ils sont des partenaires importants, le Japon ne cessera d'approfondir ses relations avec les pays d'Asie du Sud-Ouest.

Les pays insulaires du Pacifique, qui entretiennent des liens historiques profonds avec le Japon, constituent une région particulièrement importante au regard de la coopération sur la

scène internationale et de l'initiative pour le FOIP. Sur le fondement des résultats de la 10ème réunion des dirigeants des îles du Pacifique (PALM10), qui s'est tenue en 2024, le Japon continuera de soutenir avec conviction le développement et l'unité des pays insulaires du Pacifique, tout en respectant les besoins de chacun.

Le Moyen-Orient est l'une des principales sources d'approvisionnement énergétique de nombreux pays de la communauté internationale, y compris le Japon qui en dépend à hauteur de près de 90% pour ses importations de pétrole brut. Par conséquent, la paix et la stabilité de la région ainsi que la sécurité de navigation sur ses voies de communication maritimes sont extrêmement importantes pour la sécurité énergétique mondiale comme pour la stabilité et la croissance des économies japonaise et mondiale. Concernant la question israélo-palestinienne, qui a un impact significatif sur la paix et la stabilité au Moyen-Orient, le Japon continuera à jouer un rôle actif dans la promotion d'une aide humanitaire rapide et d'un rétablissement et d'une reconstruction rapides à Gaza ainsi que dans la réalisation de la "solution à deux États".

Suite à l'attaque le 28 février 2026 contre l'Iran par les États-Unis et Israël et aux attaques qui ont de part et d'autre entre les États-Unis, Israël et l'Iran, le Japon a rapidement pris diverses mesures. Le Japon travaille en étroite collaboration avec les pays concernés pour recueillir des informations et prend toutes les mesures possibles pour assurer la sécurité des ressortissants japonais dans toute la région, y compris dans les pays voisins de l'Iran, tout en s'efforçant de suivre la situation du trafic maritime et aérien et de partager les informations avec les parties concernées. Conformément à sa position constante selon laquelle il ne faut en aucun cas autoriser l'Iran à développer un armement nucléaire, le Japon a publiquement et fortement exhorté l'Iran à cesser le développement d'armes

nucléaires ainsi que les agissements concourant à la déstabilisation de la région comme les attaques contre ses pays voisins, et à rechercher une solution diplomatique. Cette position a été clairement énoncée dans la déclaration du ministre des Affaires étrangères le 1er mars. Le Japon a par ailleurs condamné les attaques de l'Iran qui se sont étendues aux installations civiles et diplomatiques et notamment aux installations énergétiques dans les pays voisins, entraînant des pertes civiles. Il a également condamné la mention par l'Iran de la fermeture du détroit d'Ormuz et les attaques contre des navires civils dans le détroit et les eaux environnantes. Conformément à la position du Japon selon laquelle une désescalade rapide de la situation est de la plus haute importance, le ministre des Affaires étrangères MOTEGI Toshimitsu a, immédiatement après le déclenchement de l'incident, participé aux appels téléphoniques des ministres des Affaires étrangères du G7 et a tenu des réunions avec les pays concernés de la région — y compris les pays du Golfe — ainsi que des appels téléphoniques avec les parties impliquées — y compris Israël et l'Iran — pour transmettre directement la position du Japon et demander leur coopération pour assurer la sécurité des ressortissants japonais.

La paix et la stabilité du Moyen-Orient, y compris la sécurité énergétique, et le maintien du régime international de non-prolifération sont de la plus haute importance pour le Japon. Le Japon continuera de déployer tous les efforts diplomatiques nécessaires en coordination avec la communauté internationale pour parvenir à une désescalade rapide de la situation.

L'Afrique, qui devrait représenter un quart de la population mondiale d'ici à 2050 et qui possède d'abondantes ressources naturelles, est un continent porté par une jeunesse prometteuse et un fort potentiel de croissance. De plus, le renforcement de la coopération avec les pays africains, qui font partie de ce

qu'on appelle le Sud global, fait progresser non seulement les intérêts nationaux du Japon, dont son développement économique, mais revêt également une importance croissante pour amener la communauté internationale de la division vers la coopération. Depuis le lancement de la Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD) en 1993, il y a plus de 30 ans, et jusqu'à aujourd'hui, le Japon a constamment agi dans un esprit de soutien au développement mené par l'Afrique elle-même. Lors de la 9ème Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD 9), qui s'est tenue en août avec pour thème la « Co-crédation de solutions innovantes avec l'Afrique », les discussions ont porté sur la création de solutions menant à la prospérité tant pour le Japon que pour l'Afrique, en tirant parti des technologies et de l'expertise japonaises. Le Japon continuera de renforcer ses relations avec l'Afrique, notamment par la concrétisation d'« Initiative pour la zone économique l'océan Indien - Afrique » annoncée lors de la TICAD 9.

Les pays d'Amérique latine et des Caraïbes (ALC), dont beaucoup partagent des valeurs et des principes du Japon, sont des partenaires privilégiés dans la lutte contre les défis qui pèsent sur l'ordre international actuel. La région d'ALC est par ailleurs importante pour la sécurité économique du Japon, puisqu'elle produit des ressources minérales et alimentaires essentielles. Les communautés Nikkei (les immigrants japonais et leurs descendants), qui comptent environ 3,1 millions de personnes dans les pays d'ALC, forment le fondement de l'amitié et de la confiance entre le Japon et ces pays. Le Japon continuera d'encourager la coopération avec les pays d'ALC dans le cadre de son « Initiative diplomatique en faveur de l'Amérique latine et des Caraïbes », qui s'inscrit dans une politique visant à reconnaître la diversité de cette région et à relever les défis communs par le dialogue.

Les pays d'Asie centrale et du Caucase qui ont des liens historiques et économiques étroits avec la Russie ont été affectés à divers égards par l'agression de l'Ukraine par la Russie. Dans le cadre notamment du Dialogue « Asie centrale plus Japon » dont le Sommet s'est tenu pour la première fois en décembre, le Japon soutiendra le rôle de partenaire des pays d'Asie centrale et du Caucase dans le maintien et le renforcement d'un ordre international libre, ouvert et fondé sur l'État de droit.

(6) Promotion de la diplomatie multilatérale

L'année 2026 marque le 70ème anniversaire de l'admission du Japon à l'ONU. Pour relever les défis auxquels le monde est confronté, le Japon promouvra une diplomatie multilatérale centrée sur l'ONU et s'efforcera de renforcer les fonctions de l'organisation notamment par la réforme du Conseil de sécurité. Le Japon continuera par ailleurs à promouvoir une diplomatie des droits de l'Homme qui lui est propre et une diplomatie axée sur la participation des femmes en faisant activement progresser l'Agenda « Femmes, Paix et Sécurité » (FPS).

En matière de désarmement et de non-prolifération nucléaires, étant en faveur de la réalisation d'un monde sans armes nucléaires, le Japon s'emploiera à mener une action réaliste et pragmatique pour maintenir et renforcer le régime du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP), notamment par le biais de la Conférence des Parties chargée d'examiner le TNP en avril 2026.

S'agissant de la sûreté des déversements en mer de l'eau traitée au moyen du système ALPS,⁽³⁾ le Japon continuera à collaborer étroitement avec l'Agence internationale

de l'énergie atomique (AIEA), à fournir des informations détaillées tant au niveau national qu'international en toute transparence et sur la base de preuves scientifiques et s'efforcera d'obtenir la compréhension de tous.

(7) Résolution des enjeux mondiaux

Face aux enjeux mondiaux, tels que le changement climatique, la santé mondiale et la réduction des risques de catastrophes, le Japon accélérera ses efforts pour atteindre les ODD sur la base du concept de sécurité humaine et mènera les discussions internationales à l'horizon de 2030 et au-delà. Le ministère des Affaires étrangères du Japon soutiendra les activités des ressortissants japonais qui travaillent dans des organisations internationales.

(8) Renforcement du réseau diplomatique et consulaire

Face à une situation internationale plus préoccupante que jamais auparavant et afin que les efforts diplomatiques obtiennent toujours de meilleurs résultats, le Japon continuera à renforcer son réseau diplomatique et consulaire en profondeur. Afin de garantir face aux situations d'urgence une préparation et des réponses optimales, la protection des ressortissants japonais et la sécurité informatique, le ministère des Affaires étrangères mettra en parallèle de sa diplomatie proactive l'accent sur le renforcement de ses systèmes et infrastructures, que ce soit au niveau de son siège ou de ses missions à l'étranger. Il s'efforcera également de réduire les frais de passeport. Le ministère des Affaires étrangères fera par ailleurs progresser toute initiative permettant une coexistence sociale harmonieuse et ordonnée avec les ressortissants étrangers.

⁽³⁾ Les eaux traitées au moyen du système ALPS (*Advanced Liquid Processing System*) sont des eaux contenant des matières radioactives provenant des bâtiments de la centrale nucléaire de Fukushima Daiichi exploitée par la Tokyo Electric Power Company (TEPCO) et qui ont été purifiées et traitées grâce à de multiples systèmes de traitement, y compris l'ALPS, afin de garantir que la concentration de tous les éléments radioactifs, à l'exception du tritium, soit bien inférieure aux normes réglementaires de sûreté. En ce qui concerne le tritium, les eaux sont considérablement diluées avec de l'eau de mer avant le déversement en mer afin qu'elles satisfassent pleinement aux normes réglementaires de sûreté.

Situation en Afrique du Nord

(1) Égypte

Située au carrefour géopolitique du Moyen-Orient, de l'Afrique et de l'Europe et forte d'une population de plus de 114,5 millions d'habitants, l'Égypte est une puissance régionale pour le Moyen-Orient et pour l'Afrique du Nord. Sous la présidence stable d'Abdel Fattah AL-SISSI, des élections sénatoriales ont eu lieu en août et des élections législatives en novembre. La dégradation de la situation à Gaza depuis octobre 2023 a pesé lourdement sur l'économie égyptienne, notamment en raison de la baisse des recettes liées au tourisme et au transit par le canal de Suez. La croissance économique réelle est cependant restée positive, notamment grâce aux réformes économiques engagées par le gouvernement égyptien comme la libéralisation du taux de change.

Sur le plan des échanges de haut niveau entre les deux pays, le ministre de l'Investissement et du Commerce Hassan EL-KHATIB a assisté à la Journée nationale de l'Égypte lors de l'Expo 2025 Osaka, Kansai, Japon, en juillet. En août, le Premier ministre Mostafa MADBOULY s'est rendu pour la première fois au Japon afin de participer à la TICAD 9. Lors de son entretien avec le Premier ministre ISHIBA Shigeru, les deux parties ont échangé leurs vues sur les relations bilatérales ainsi que sur les situations régionale et internationale et ont réaffirmé leur volonté de coopération étroite. Des visites au Japon de ministres égyptiens ont suivi, notamment celle du ministre de l'Éducation

et de la Formation technique ou celle du ministre du Tourisme et des Antiquités. De son côté, la ministre de l'Éducation, de la Culture, des Sports, des Sciences et des Technologies ABE Toshiko s'est rendue en Égypte en mai. En novembre, la cérémonie d'inauguration officielle du Grand Musée égyptien (GEM), dont le Japon a soutenu la construction, la gestion ainsi que la restauration et l'exposition d'artefacts s'est tenue en présence d'invités de 79 pays et organisations. Le Gouvernement du Japon y était représenté par la ministre déléguée auprès du ministre des Affaires étrangères KUNIMITSU Ayano, envoyée spéciale de la Première ministre TAKAICHI Sanae.

Concernant la situation à Gaza, l'Égypte continue de jouer un rôle majeur en faveur de la stabilité régionale en prenant la tête des efforts de coordination de l'aide humanitaire, œuvrant à la médiation entre Israël et le Hamas et en menant les discussions en vue d'un apaisement des tensions. Le 9 octobre, les efforts de médiation menés conjointement avec les États-Unis, le Qatar et la Turquie ont abouti à la conclusion de l'accord de Charm el-Cheikh pour mettre fin à la guerre à Gaza. Le 13, le Président Abdel Fattah AL-SISSI a coprésidé le Sommet pour la paix de Charm el-Cheikh aux côtés du président américain Donald TRUMP, en présence de chefs d'État et de gouvernement de pays d'Europe, du monde arabe, d'Asie et d'ailleurs. De son côté, la Force multinationale d'observateurs au Sinaï (FMO) continue de s'acquitter de sa mission

essentielle : surveiller le respect du cessez-le-feu entre l'Égypte et Israël et favoriser le dialogue et l'instauration d'un climat de confiance entre les deux pays. Le Japon continuera de soutenir la FMO tant par un appui financier que par le détachement de personnel au sein de l'état-major, contribuant ainsi à la paix et à la stabilité régionales. En août, le ministre délégué auprès du Cabinet TSUJI Kiyoto a effectué une visite d'inspection au camp sud de la FMO. En novembre, la directrice générale de la FMO Elizabeth L. DIBBLE s'est rendue au Japon.

(2) Libye

La Libye est une grande puissance énergétique : elle possède les plus grandes réserves de pétrole d'Afrique. Le pays reste cependant en proie à l'instabilité depuis la chute du régime de Kadhafi en 2011, confronté à un conflit persistant entre les forces politiques de l'est et de l'ouest. En avril 2019, le maréchal Khalifa HAFTAR, homme fort de l'est du pays et commandant en chef de l'Armée nationale libyenne (ANL) avait ordonné à ses forces de marcher sur la capitale Tripoli, menant à un conflit armé. Depuis la conclusion d'un accord de cessez-le-feu permanent entre les deux camps en octobre 2020, les affrontements armés entre les forces politiques de l'est et de l'ouest ont considérablement diminué, favorisant une reprise de l'économie. En août 2025, la représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies pour la Libye Hanna TETTEH a annoncé une feuille de route pour l'organisation d'élections nationales ; de nombreux obstacles demeurent toutefois sur la voie d'une unification politique par le biais de ces élections.

Depuis la réouverture en janvier 2024 des locaux de son ambassade à Tripoli la capitale, le Japon et la Libye ont intensifié leurs échanges de haut niveau. En janvier 2025, comme l'année précédente, le Vice-Président du Conseil présidentiel Abdullah AL-LAFI s'est rendu au

Japon. Il a rencontré le secrétaire général du Cabinet HAYASHI Yoshimasa et le ministre des Affaires étrangères IWAYA Takeshi. Les parties sont convenues de faire progresser les relations bilatérales et de renforcer la coopération dans des domaines propices à la stabilisation de la Libye. En août, le Vice-Président du Conseil présidentiel Abdullah AL-LAFI s'est de nouveau rendu au Japon pour participer à la TICAD 9, à l'occasion de laquelle il a eu un entretien avec le Premier ministre ISHIBA Shigeru. Par ailleurs, le ministre par intérim des Affaires étrangères Taher AL-BAOUR, également présent au Japon à la même occasion, a eu un entretien avec le ministre des Affaires étrangères IWAYA Takeshi. Les deux parties ont partagé la même vision quant à la nécessité de renforcer la coopération dans les domaines de la formation des ressources humaines et de la consolidation de la paix.

(3) Pays du Maghreb

(Tunisie, Algérie, Maroc)

Située au carrefour stratégique de l'Europe, du Moyen-Orient et de l'Afrique et forte d'une importante main-d'œuvre jeune et pleine de potentiel, la région du Maghreb conserve une importance stratégique majeure pour l'Afrique du Nord. La pauvreté croissante, les disparités régionales, les taux de chômage élevés et l'instabilité économique et sociale engendrée par l'inflation continuent cependant de représenter des défis persistants. De plus, la circulation et l'installation d'armes ainsi que le transit et l'établissement de migrants irréguliers et de réfugiés en provenance de Libye et de la région du Sahel constituent une source d'inquiétude croissante en matière de sécurité et de défense.

En Tunisie, Sarra ZAAFRANI Zenzri a été nommée Cheffe du Gouvernement en mars. Sur le plan économique, on observe une tendance à la hausse des réserves en devises grâce à la reprise de la production agricole et des recettes

touristiques, ainsi qu'à l'augmentation des investissements directs étrangers dans les secteurs de l'industrie manufacturière, des services et des énergies renouvelables. Dans le même temps, la mise en œuvre résolue de réformes structurelles s'impose d'urgence pour résoudre des problèmes persistants tels que le déficit commercial, le déficit budgétaire, le chômage élevé et la faible croissance. Concernant les relations avec le Japon : le vice-ministre parlementaire chargé des Affaires étrangères MATSUMOTO Hisashi s'est rendu en Tunisie en mai. En août, le ministre de l'Économie et de la Planification Samir ABDELHAFIDH s'est rendu au Japon à l'occasion de la Journée nationale de la Tunisie lors de l'Expo 2025 Osaka, Kansai, Japon. Peu après, la Cheffe du Gouvernement Sarra ZAAFRANI Zenzri a participé à la TICAD 9 ; lors de l'entretien au sommet, les deux parties ont confirmé leur volonté de coopérer pour remédier à la pénurie d'eau en Tunisie, convenant ainsi de renforcer davantage leurs relations bilatérales.

En Algérie, Sifi GHRIEB a été nommé Premier ministre en septembre. L'économie algérienne repose principalement sur les exportations d'hydrocarbures, l'Algérie étant l'un des pays africains disposant des plus importantes réserves de pétrole et de gaz naturel. La demande mondiale croissante en énergie et la diversification des sources d'approvisionnement énergétique

en Europe dans le contexte de l'agression de la Russie contre l'Ukraine ont récemment remis en lumière le potentiel des exportations de gaz naturel algérien. Parallèlement, une révision des politiques économiques est en cours, visant à diversifier l'économie par le développement d'industries hors hydrocarbures et l'attraction des investissements étrangers. Concernant les relations avec le Japon : le vice-ministre parlementaire chargé des Affaires étrangères MATSUMOTO Hisashi s'est rendu en Algérie en mai, à l'occasion de la tenue de la première réunion de la commission économique mixte nippo-algérienne. En juillet, l'ancien Premier ministre Nadir LARBAOUI s'est rendu au Japon pour la Journée nationale de l'Algérie lors de l'Expo 2025 Osaka Kansai. La TICAD 9 a accueilli en août le ministre de l'Économie de la connaissance, des Start-ups et des Micro-entreprises Noureddine OUADAH ; lors de son entretien avec le ministre délégué auprès du ministre des Affaires étrangères FUJII Hisayuki, les deux parties sont convenues de renforcer la coopération dans un large éventail de domaines, dont celui des start-ups. En novembre, une délégation du Programme de Visites Internationales pour les Startups Algériennes s'est rendue pour la première fois au Japon. En outre des rencontres avec des entreprises et des responsables gouvernementaux japonais, la délégation a rendu une visite de



Le vice-ministre parlementaire chargé des Affaires étrangères MATSUMOTO Hisashi en entretien avec le ministre des Affaires étrangères, de la Migration et des Tunisiens à l'étranger Mohamed Ali NAFTI (le 5 mai, Tunis, Tunisie)



Le vice-ministre parlementaire chargé des Affaires étrangères ONISHI Yohei recevant la délégation du Programme de Visites Internationales pour les Startups Algériennes (le 27 novembre, Tokyo)

courtoisie au vice-ministre parlementaire chargé des Affaires étrangères ONISHI Yohei.

Au Maroc, le deuxième gouvernement d'Aziz AKHANNOUCH poursuit sa gestion du pays en se concentrant sur des priorités politiques telles que les ressources en eau, le changement climatique et les énergies renouvelables. Le Maroc intensifie par ailleurs ses efforts dans le développement des infrastructures nécessaires à l'organisation de la Coupe du monde de football de 2030. Sur la question du Sahara occidental,⁽¹⁾ la résolution 2797 du Conseil de sécurité des Nations Unies relative au renouvellement du mandat de la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (MINURSO) a été adoptée en octobre ; cette résolution fait mention de la proposition d'autonomie du Maroc comme la solution la plus réaliste pour résoudre le conflit. Concernant les relations avec le Japon, le ministre délégué auprès du chef du gouvernement

chargé de l'Investissement, de la Convergence et de l'évaluation des Politiques publiques Karim ZIDANE s'est rendu au Japon en octobre, où il a rencontré la ministre déléguée auprès du ministre des Affaires étrangères KUNIMITSU Ayano et d'autres responsables pour échanger sur l'approfondissement des relations économiques bilatérales.



La ministre déléguée auprès du ministre des Affaires étrangères KUNIMITSU Ayano en entretien avec le ministre délégué auprès du chef du gouvernement chargé de l'Investissement, de la Convergence et de l'évaluation des Politiques publiques du Maroc, Karim ZIDANE (le 30 octobre, Tokyo)

(1) Différend entre le Maroc et le Front Polisario, organisation de libération nationale, concernant la souveraineté sur le territoire du Sahara occidental

Chapitre 2

Section 8

Afrique

1 Synthèse

Comptant environ 1,5 milliard d'habitants dans 54 pays,⁽¹⁾ le continent africain devrait représenter un quart de la population mondiale en 2050. C'est une région jeune, pleine d'énergie et dotée d'un immense potentiel. Grâce à l'abondance de ses ressources minérales et un taux de croissance élevé, l'Afrique occupe une place essentielle pour garantir au Japon sa sécurité économique et ses chaînes de valeur, tout en suscitant un intérêt croissant à l'international comme destination à fort potentiel pour les investissements.

Par ailleurs, l'Afrique constitue le cœur du « Sud global » et grâce à sa croissance économique récente, conjuguée aux dynamiques d'intégration politique et économique menées notamment dans le cadre de l'Union africaine (UA), elle renforce davantage sa présence sur la scène internationale. Le renforcement de la coopération avec les pays africains revêt une importance capitale pour le Japon, notamment dans la perspective de faire progresser au sein de la communauté internationale les orientations diplomatiques qu'il défend, parmi lesquelles la construction d'une gouvernance mondiale responsable.⁽²⁾

Dans le même temps, l'Afrique reste confrontée à des défis majeurs liés au développement, comme la pauvreté et la famine, et compte toujours des

zones où la paix et la stabilité sont menacées par les conflits, le terrorisme et l'instabilité politique. Ces défis auxquels est confrontée l'Afrique sont aussi directement liés aux enjeux globaux, nécessitant des réponses urgentes.

2025 a été une nouvelle année marquée par une instabilité politique et sécuritaire dans plusieurs régions du continent. Depuis fin janvier, les activités des groupes armés se sont intensifiées dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC), plaçant *de facto* les principales villes de la région sous leur contrôle. À Madagascar, île de l'océan Indien au sud-est des côtes africaines, des manifestations portées principalement par des jeunes ont éclaté fin septembre, avec des revendications appelant à la démission du président au pouvoir et à un changement de régime. Suite au départ du Président hors du pays, un commandant de l'armée a assumé la fonction de Président par intérim. En Guinée-Bissau, à l'extrémité occidentale du continent africain, une élection présidentielle a été organisée en novembre. Cependant, la veille de la date prévue pour l'annonce des résultats provisoires, le Président sortant Umaro Sissoco EMBALÓ, qui s'était porté candidat à cette élection, a été arrêté avec d'autres personnes par l'armée lors d'un coup d'État qui a placé le chef d'état-major de

(1) Situation en juillet 2023 (« World Population Prospects, 2024 », Division de la population, Département des affaires économiques et sociales, Nations Unies)

(2) Gouvernance mondiale : ensemble des institutions, politiques, normes, procédures et initiatives visant à apporter prévisibilité, stabilité et ordre en réponse aux défis qui dépassent les frontières nationales au sein de la société internationale, où il n'existe pas d'autorité de gouvernance supérieure comme au niveau national

l'Armée de terre au poste de Président par intérim. Au Bénin, situé en Afrique de l'Ouest centrale sur la côte du golfe de Guinée, une tentative de coup d'État par une faction de l'armée a également eu lieu en décembre. Au Sahel,⁽³⁾ la menace terroriste perdure depuis 2020, même après la prise du pouvoir par des militaires au Mali, au Burkina Faso et au Niger.

En 2025, des élections présidentielles se sont déroulées au Gabon, au Cameroun, en Côte d'Ivoire, en Guinée-Bissau, en République centrafricaine, en Guinée, au Malawi, aux Seychelles et en Tanzanie.

En avril, le ministre des Affaires étrangères IWAYA Takeshi s'est rendu au Sénégal, où il a échangé avec le Président, le Premier ministre et le ministre des Affaires étrangères. À cette occasion, il a également visité le Centre de Formation Professionnelle et Technique Sénégal-Japon (CFPT-SJ), créé en 1984 grâce au soutien du Japon, et a échangé avec des professionnels japonais présents sur place. La 9ème Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD 9), organisée en août à Yokohama, a réuni 49 États africains, dont 33 chefs d'État et de gouvernement, auxquels se sont joints les co-organisateurs — les Nations Unies, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), la Banque mondiale et la Commission de l'Union africaine (CUA) —, ainsi que des organisations internationales, des acteurs d'privés, des parlementaires et des représentants de la société civile. Des discussions animées ont eu lieu sous le thème de la « Co-crédation de solutions innovantes avec l'Afrique » dans trois domaines : économie, société, paix et la stabilité (cf. dossier spécial de couverture). L'attention s'est portée notamment sur des questions transversales essentielles que sont la « croissance durable portée par le secteur privé », la « jeunesse

et les femmes » et l' « intégration régionale et la connectivité intra-africaine et extrarégionale ». Les résultats des trois jours de discussions ont été synthétisés dans la Déclaration de Yokohama de la TICAD 9, déclaration au niveau des chefs d'État et de gouvernement qui a été adoptée.

S'agissant du premier pilier « économie », présenté ses initiatives pour promouvoir une croissance durable portée par le secteur privé, renforcer l'intégration régionale et la connectivité extrarégionale, ou encore diversifier l'économie par le renforcement des écosystèmes industriels. Pour favoriser une croissance économique valorisant les potentiels de l'Afrique, les participants, parmi lesquels des pays africains et des organisations internationales, ont souligné entre autres la nécessité d'un développement industriel — avec notamment l'exploitation des ressources minières — d'une diversification économique, d'une bonne gouvernance comprenant une réforme du système juridique, du renforcement du commerce régional et des chaînes de valeur par le développement des infrastructures et *via* la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf), de la numérisation, des investissements dans le capital humain par l'éducation et la formation, ou encore de la gestion de la dette, d'un financement adéquat et d'un meilleur accès à l'énergie. Ils ont également exprimé leurs attentes quant à un renforcement des investissements privés japonais à destination de l'Afrique et des partenariats.

Pour le deuxième pilier « société », le Japon a présenté ses initiatives en matière d'éducation et de formation professionnelle, de santé, d'environnement et de gestion des catastrophes, en vue de bâtir avec l'Afrique une société où personne n'est laissé pour compte. Dans les discussions incluant les pays africains et les organisations internationales, il a été souligné

(3) Le terme « Sahel » fait référence à une vaste zone située au sud du Sahara. Sa définition exacte reste floue, mais il désigne en général la région comprenant notamment la Mauritanie, le Mali, le Niger, le Burkina Faso et le Tchad.

que l'amélioration de l'accès à une éducation de qualité, les investissements dans le capital humain comme la formation professionnelle, le renforcement des capacités des jeunes et des femmes, le renforcement des systèmes de santé, l'accès à l'eau potable et l'hygiène, la lutte contre le changement climatique, la gestion des catastrophes et d'autres initiatives étaient indispensables. Les participants ont également exprimé leurs attentes quant à une coopération accrue du Japon.

S'agissant du troisième pilier « paix et stabilité », le Japon a présenté ses initiatives en la matière, en soulignant que la « paix et la stabilité » constituaient

le socle d'une croissance économique durable et d'une société inclusive. Les pays africains et des organisations internationales participants ont mis en avant la nécessité de la paix et de la stabilité comme préalable au développement et à la prospérité. Ils ont souligné le besoin de solutions africaines, d'un renforcement des institutions et des mécanismes africains, d'un rôle accru des jeunes et des femmes, de la prévention des conflits et du traitement de leurs causes profondes, ainsi que de l'importance d'une réforme du Conseil de sécurité des Nations Unies. Ils ont également exprimé leurs attentes quant à un renforcement de la coopération.

2 Union africaine (UA)

L'Union africaine (UA) est l'une des plus grandes organisations régionales au monde, regroupant 55 pays et territoires africains avec l'objectif d'une intégration politique et économique accrue de l'Afrique.

En février, profitant de l'Assemblée générale de l'UA, la vice-ministre parlementaire chargée des affaires étrangères ERI Arfiya, s'est rendue en Éthiopie, où elle a rencontré et échangé avec la directrice générale de l'Agence de développement de l'UA — l'Agence du Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (l'AUDA-NEPAD) Nardos BEKELE-THOMAS et plusieurs ministres

africains, dont le ministre des Affaires étrangères du Ghana Samuel Okudzeto ABLAKWA et le ministre des Relations internationales du Botswana Phenyio BUTALE.

La TICAD 9, organisée à Yokohama en août, a accueilli de nombreux représentants de la Commission de l'Union africaine (CUA), également co-organisatrice de la TICAD —, dont son Président Mahmoud Ali YOUSSEF, et sa vice-présidente Selma Malika HADDADI. Le Président Mahmoud Ali YOUSSEF s'est entretenu avec le Premier ministre ISHIBA Shigeru.

3 Afrique de l'Est

(1) Ouganda

Sous l'égide du Président Yoweri Kaguta MUSEVENI au pouvoir depuis de nombreuses années, l'Ouganda a maintenu sa croissance économique, bénéficiant d'une situation politique

intérieure stable. Accueillant près de 2 millions de réfugiés en provenance des pays voisins — chiffre le plus important sur le continent africain —, le pays contribue à la stabilité de la Corne de l'Afrique⁽⁴⁾ en étant le premier pays fournisseur en

⁽⁴⁾ Le terme « Corne de l'Afrique » (*Horn of Africa*) désigne la région du nord-est du continent africain qui s'avance dans l'océan Indien et la mer Rouge comme une « corne ». Cette région comprend l'Éthiopie, l'Érythrée, Djibouti, la Somalie et le Kenya.

hommes à la Mission de Soutien et de Stabilisation de l'Union africaine en Somalie (AUSSOM).

En mai, la vice-ministre parlementaire chargée des affaires étrangères ERI Arfiya s'est rendue en Ouganda, où elle a rendu une visite de courtoisie au Président Yoweri Kaguta MUSEVENI et à la Première ministre Robinah NABBANJA. Elle s'est aussi entretenue avec le ministre d'État aux Affaires internationales Henry Oryem OKELLO. Durant la TICAD 9 en août, la Vice-Présidente Jessica Rose Epel ALUPO a rendu une visite de courtoisie au Premier ministre ISHIBA Shigeru. En octobre, la Première ministre Robinah NABBANJA, venue au Japon pour la Journée de l'Ouganda de l'Expo 2025 Osaka, Kansai, Japon, a rencontré le secrétaire général du Cabinet HAYASHI Yoshimasa. À travers ces rencontres, les deux pays ont confirmé l'approfondissement de leurs bonnes relations bilatérales et de leur coopération sur la scène internationale.

(2) Éthiopie

Avec ses 130 millions d'habitants, l'Éthiopie est le deuxième pays le plus peuplé d'Afrique. Possédant un fort potentiel économique, elle met en œuvre des réformes macroéconomiques, comme la libéralisation du marché des changes et la réforme budgétaire. Par ailleurs, trois ans se sont écoulés depuis la fin du conflit dans le nord du pays et dans la capitale d'Addis-Abeba l'aménagement urbain des voiries se poursuit. La stabilisation du pays reste d'actualité avec des combats sporadiques qui se poursuivent notamment dans la région Amhara. À l'occasions de la rencontre en février entre le vice-ministre des Affaires étrangères MESGANU Arga Moach et la vice-ministre parlementaire chargée des affaires étrangères ERI Arfiya (consultations politiques nippo-éthiopiennes) et celle d'août entre le vice-ministre des Affaires étrangères HADERA Abera, venu au Japon pour la TICAD 9, et le ministre délégué auprès du ministre des

Affaires étrangères FUJII Hisayuki, les deux pays sont convenus d'approfondir encore leur relation bilatérale dans de nombreux domaines.

(3) Érythrée

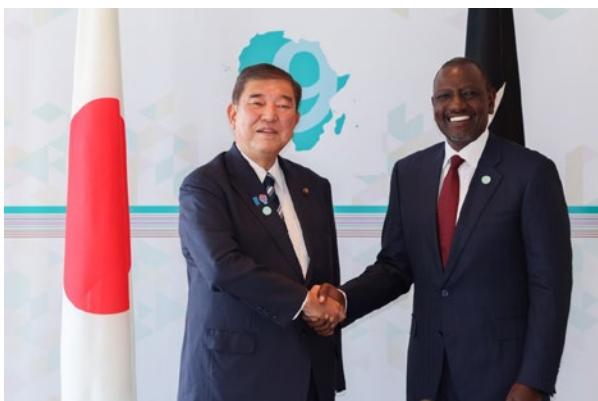
Située sur une route maritime internationale reliant l'océan Indien au canal de Suez et à l'Europe, l'Érythrée constitue un point névralgique pour la sécurité maritime, ses eaux territoriales étant empruntées par de nombreux navires en lien avec le Japon. Reconnaisant le rôle important de ce pays dans la paix et la stabilité de la Corne de l'Afrique, le Japon a élevé en janvier sa mission diplomatique en Érythrée au statut d'ambassade.

(4) Kenya

Allié majeur du Japon avec lequel il partage des valeurs et des principes tels que l'État de droit, le Kenya est également un centre économique de l'Afrique de l'Est et l'un des principaux centres opérationnels des entreprises japonaises présentes en Afrique.

En janvier, une mission conjointe public-privé pour la promotion du commerce et de l'investissement en Afrique, conduite par le ministre délégué auprès du ministre des Affaires étrangères FUJII Hisayuki, s'est rendue au Kenya, où des représentants officiels et des acteurs privés des deux pays ont eu des échanges approfondis sur la promotion des échanges économiques nippo-kenyans. En juin, le secrétaire de Cabinet chargé de l'Investissement, du Commerce et de l'Industrie Lee KINYANJUI s'est rendu au Japon pour la Journée du Kenya de l'Expo 2025 Osaka, Kansai, Japon. En août, le Président William Samoei RUTO est venu au Japon pour la TICAD 9. Lors de la rencontre au sommet avec le Premier ministre ISHIBA Shigeru, les deux pays sont convenus de renforcer davantage leur relation bilatérale et leur coopération sur la scène internationale. Ils ont aussi confirmé leur volonté d'apporter une réponse coordonnée aux enjeux

régionaux et internationaux, comme la situation sur le continent africain ou la réforme du Conseil de sécurité des Nations Unies.



Sommet bilatéral nippo-kenyan (le 20 août, Yokohama. Photo : Site officiel du Cabinet du Premier ministre)

(5) Comores

État insulaire comme le Japon, les Comores sont un partenaire qui soutient la vision japonaise d'un « Indopacifique libre et ouvert » (FOIP). Sous la présidence d'Azali ASSOUMANI, les Comores ont élaboré le « Plan Comores Émergent 2030 » avec l'objectif d'accéder au statut de pays émergent d'ici 2030, en développant des infrastructures, notamment portuaires, et en promouvant une économie bleue,⁽⁵⁾ particulièrement dans les secteurs de la pêche durable.

En août, le ministre de l'Économie, de l'Industrie, de l'Investissement et de l'Intégration économique Moustoifa Hassani MOHAMED s'est



Sommet bilatéral nippo-comorien (le 21 août, Yokohama. Photo : Site officiel du Cabinet du Premier ministre)

rendu au Japon pour la Journée des Comores de l'Expo 2025 Osaka, Kansai, Japon. En outre, le Premier ministre ISHIBA Shigeru et le Président Azali ASSOUMANI ont tenu un sommet bilatéral lors de la TICAD 9.

(6) Djibouti

Situé à un nœud stratégique des grandes voies commerciales entre l'Europe et l'Asie, Djibouti est un partenaire clé pour la réalisation du FOIP. Depuis 2009, les Forces d'autodéfense du Japon mènent des opérations de lutte contre la piraterie dans le golfe d'Aden ainsi qu'au large des côtes somaliennes. La base dont elles bénéficient à Djibouti depuis 2011 sert également à la protection voire l'évacuation des ressortissants japonais de l'étranger.

En mai, la vice-ministre parlementaire chargée des affaires étrangères ERI Arfiya s'est rendue à Djibouti, où elle a notamment rencontré le Premier ministre Abdoukader Kamil MOHAMED. En juin, le Président de l'Assemblée nationale de Djibouti Dileita Mohamed DILEITA s'est rendu au Japon et s'est entretenu avec le ministre des Affaires étrangères IWAYA Takeshi. Lors de la TICAD 9 en août, le ministre des Affaires étrangères IWAYA Takeshi et le ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale Abdoukader Houssein OMAR se sont retrouvés pour une rencontre ministérielle. À travers ces entretiens, les deux pays sont convenus de développer davantage leur bonne relation bilatérale. De même, le ministre du Commerce et du Tourisme Mohamed Warsama Dirieh s'est rendu en octobre au Japon pour la Journée de Djibouti de l'Expo 2025 Osaka, Kansai, Japon.

(7) Soudan

Depuis avril 2023, le Soudan voit s'affronter les Forces armées soudanaises (SAF) et les Forces

⁽⁵⁾ Concept visant à promouvoir une croissance économique durable par la valorisation des ressources marines.

de soutien rapide (RSF), entraînant une grave crise humanitaire. Le Japon fournit une aide humanitaire en vue d'améliorer la situation au Soudan et dans les pays limitrophes. En septembre, la ministre de l'Industrie et du Commerce Mahasin Ali YAGOUB NOZOL s'est rendue au Japon pour la Journée du Soudan de l'Expo 2025 Osaka, Kansai, Japon, et a appelé les entreprises japonaises à investir dans le processus de reconstruction du pays.

(8) Seychelles

Avec une des zones économiques exclusives (ZEE) les plus étendues de l'océan Indien, les Seychelles sont un partenaire important pour la réalisation du FOIP. En outre, 2026 marquera les 50 ans de l'établissement des relations diplomatiques entre le Japon et le Japon et les Seychelles.

Comme l'année précédente, un dragueur de mines de la Force maritime d'autodéfense du Japon a fait escale aux Seychelles en mars et des exercices bilatéraux ont été conduits par les deux pays. En août, le ministre des Affaires étrangères et du Tourisme Louis Sylvestre RADEGONDE a participé à la TICAD 9, au cours de laquelle il s'est entretenu avec le ministre des Affaires étrangères IWAYA Takeshi. En septembre, le Premier ministre et ministre de la Pêche et de l'Économie bleue Jean-François FERRARI s'est rendu au Japon pour la Journée des Seychelles de l'Expo 2025 Osaka, Kansai, Japon. En octobre, des élections présidentielles et législatives se sont déroulées, à l'issue desquelles Patrick HERMINIE a été élu au poste de Président des Seychelles.

(9) Somalie

Sous l'impulsion du Président Hassan Sheikh MOHAMOUD élu en mai 2022, la Somalie poursuit ses efforts en faveur de la paix et de la reconstruction nationale avec le soutien du Japon.

En juin, le vice-ministre des Affaires étrangères

et de la Coopération internationale Hamza Adan HAADOOW, a rendu une visite de courtoisie au ministre délégué auprès du ministre des Affaires étrangères FUJII Hisayuki lors de sa venue au Japon. Les deux parties sont convenues que le Japon coopérerait étroitement avec la Somalie, membre non permanent du Conseil de sécurité pour la période 2025-2026, au sein du Conseil de sécurité et dans le cadre onusien. Lors de la TICAD 9 en août, le ministre des Affaires étrangères IWAYA Takeshi et le ministre de la Planification, de l'Investissement et du Développement économique Mohamud Abdirahman Sheikh FARAH se sont rencontrés et ont confirmé que les deux pays entendaient collaborer à relever les enjeux régionaux et internationaux. En outre, le vice-ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale Ishaq Mahmoud MURSAL s'est rendu au Japon en octobre pour la Journée de la Somalie de l'Expo 2025 Osaka, Kansai, Japon.

(10) Tanzanie

Située à un carrefour stratégique entre l'Afrique orientale et australe, la Tanzanie connaît une croissance économique continue. En mai, le Premier ministre Kassim Majaliwa MAJALIWA s'est rendu au Japon à l'occasion de la Journée de la Tanzanie de l'Expo 2025 Osaka, Kansai, Japon, et a participé à une rencontre bilatérale avec le Premier ministre ISHIBA Shigeru. Les deux parties ont discuté de la coopération bilatérale et confirmé leur volonté de collaborer étroitement sur la scène internationale. Lors de la TICAD 9 en août, le ministre des Affaires étrangères IWAYA Takeshi a rencontré le ministre des Affaires étrangères et de la Coopération est-africaine Mahmoud Thabit KOMBO pour une rencontre ministérielle. Fin octobre, les élections présidentielles ont vu la réélection de la Présidente Samia Suluhu HASSAN, occasionnant de trouble accompagné de morts et de blessés dans le

pays, notamment à Dar es-Salaam.

(11) Burundi

Pays enclavé d'Afrique centrale, le Burundi bénéficie depuis les années 1970 d'une aide publique au développement du Gouvernement japonais, notamment pour l'amélioration des services sociaux de base en matière de santé maternelle et infantile ou encore dans le domaine agricole. En juin, le ministre du Commerce, des Transports, de l'Industrie et du Tourisme Marie Chantal NIJIMBERE s'est rendu au Japon pour la Journée du Burundi de l'Expo 2025 Osaka, Kansai, Japon. Lors de la TICAD 9 en août, un sommet bilatéral a réuni le Premier ministre ISHIBA Shigeru et le Président Évariste NDAYISHIMIYE. Les deux pays ont confirmé leur volonté de poursuivre leur coopération pour développer davantage leurs bonnes relations.

(12) Madagascar

Pays insulaire situé dans l'océan Indien au large de la côte sud-est de l'Afrique, Madagascar soutient un FOIP et revêt une importance stratégique en tant que fournisseur de ressources minérales. Lors de la TICAD 9 en août, le Premier ministre ISHIBA Shigeru et le Premier ministre Christian NTSAY se sont organisés une rencontre bilatérale, les deux parties convenant d'œuvrer ensemble à la réalisation du FOIP. Fin septembre, suite de l'essor des manifestations contre les coupures d'électricité et d'eau, le Président Andry Nirina RAJOELINA a quitté le pays et le colonel Michaël RANDRIANIRINA a pris en octobre les fonctions de Président de la Reconstruction de la Madagascar.

(13) Soudan du Sud

Le Soudan du Sud était continuellement en proie à des troubles depuis les affrontements de décembre 2013, mais un accord de paix revitalisé a été signé en septembre 2018. En mars 2025,

les tensions entre les parties belligérantes se sont intensifiées et le premier Vice-Président Riek MACHAR a été assigné à résidence. Le Japon apporte un soutien continu à la paix et la stabilité au Soudan du Sud à travers la coopération au développement de l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA) et son appui aux opérations de maintien de la paix (OMP) des Nations Unies. En août, lors de sa rencontre avec le ministre des Affaires étrangères Monday Semaya Kenneth KUMBA, présent au Japon pour la TICAD 9, le ministre des Affaires étrangères IWAYA Takeshi a exprimé ses attentes quant à la tenue d'élections libres et transparentes au Soudan du Sud.

(14) Maurice

Partageant les mêmes valeurs et principes que le Japon, la Maurice est un partenaire majeur dans la réalisation du FOIP. En mai, le pays a signé un accord avec le Royaume-Uni relatif à l'archipel des Chagos, comprenant l'île de Diego Garcia. La souveraineté mauricienne sur l'ensemble de l'archipel des Chagos a été reconnue et les deux pays procèdent aux démarches en vue d'une ratification (situation à la fin 2025). En juillet, le ministre des Affaires étrangères, de l'Intégration régionale et du Commerce international Dhananjay RAMFUL s'est rendu au Japon à l'occasion de la Journée de la Maurice de l'Expo 2025 Osaka, Kansai, Japon et s'est entretenu avec le ministre des Affaires étrangères IWAYA Takeshi. En août, le Premier ministre Navinchandra RAMGOOLAM a participé à la TICAD 9 et s'est entretenu avec le Premier ministre ISHIBA Shigeru. Ce même mois, l'ambassade de Maurice au Japon a été inaugurée.

(15) Rwanda

Sous la présidence de Paul KAGAME, le Rwanda poursuit ses efforts en vue d'accéder au statut de pays à revenu intermédiaire supérieur

d'ici 2035. En juin, grâce aux efforts de médiation des États-Unis, du Qatar et de l'UA, le Rwanda a signé un accord de paix avec la RDC pour instaurer une stabilité durable dans la région des Grands Lacs. En juillet, la ministre du Commerce et de l'Industrie Prudence SEBAHIZI s'est rendue

au Japon pour la Journée du Rwanda de l'Expo 2025 Osaka, Kansai, Japon. En août, le ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale Olivier NDUHUNGIREHE, présent au Japon pour la TICAD 9, s'est entretenu avec le ministre des Affaires étrangères IWAYA Takeshi.

4 Afrique australe

(1) Angola

Disposant d'une assise politique stable, l'Angola joue un rôle important dans la paix et la stabilité de la région. Ce pays assurait la présidence de l'UA en 2025 et le Président João Manuel Gonçalves LOURENÇO a coprésidé la TICAD 9 aux côtés du Premier ministre ISHIBA Shigeru, de même qu'il a participé à un sommet bilatéral.

Profitant de la réunion des ministres des Affaires étrangères du G20 qui s'est tenue en février en Afrique du Sud, le ministre des Affaires étrangères IWAYA Takeshi s'est entretenu avec le ministre des Affaires étrangères Tété ANTÓNIO. En juillet, afin de participer à la Journée de l'Angola de l'Expo 2025 Osaka, Kansai, Japon, la ministre chargée des Affaires sociales auprès de la Présidence Maria Do Rosário Teixeira de Alva Sequeira BRAGANÇA s'est rendue au Japon. Côté japonais, le député YAMAGIWA Daishiro, envoyé spécial du Premier ministre, a rendu en juillet une visite de courtoisie au Président João Manuel Gonçalves LOURENÇO et lui a demandé sa coopération en tant que coprésident de la TICAD 9. En novembre, le vice-ministre parlementaire chargé des affaires étrangères ONISHI Yohei, qui participait à la cérémonie pour les 50 ans de l'indépendance de l'Angola, a rendu une visite de courtoisie au Président João Manuel Gonçalves LOURENÇO et lui a remis une lettre personnelle du Premier ministre.

(2) Eswatini

L'Eswatini, royaume dirigé par le roi Mswati III, maintient un régime dans lequel le monarque s'implique activement et personnellement dans la politique nationale. C'est le seul pays d'Afrique à entretenir des relations diplomatiques avec Taïwan. En juin, le Premier ministre Russell Mmiso DLAMINI s'est rendu au Japon pour la Journée de l'Eswatini de l'Expo 2025 Osaka, Kansai, Japon et a rencontré le Premier ministre ISHIBA Shigeru lors d'une rencontre bilatérale. En août, lors de la TICAD 9, le roi Mswati III et la reine consort Make MATSEBULA se sont rendus au Japon. Le Premier ministre ISHIBA Shigeru s'est entretenu avec le roi lors d'une rencontre au sommet, les deux parties convenant de renforcer encore davantage leurs relations bilatérales.

(3) Zambie

Riche en ressources minérales comme le cuivre, la Zambie a célébré en 2024 les 60 ans de l'établissement des relations diplomatiques avec le Japon. En février 2025, le Président Hakainde HICHILEMA s'est rendu au Japon et s'est entretenu avec le Premier ministre ISHIBA Shigeru. En juillet, le ministre du Tourisme Rodney SIKUMBA est venu au Japon pour la Journée de la Zambie de l'Expo 2025 Osaka, Kansai, Japon. En août, la Vice-Présidente Mutale NALUMANGO s'est déplacée au Japon pour la TICAD 9 et a rendu une visite de courtoisie au Premier ministre ISHIBA Shigeru. Les entreprises japonaises sont

également intéressées pour investir en Zambie. Fort de l'accord d'investissement signé en février entre le Japon et la Zambie, les échanges au niveau élevé ont été actifs, les deux pays ont confirmé le renforcement de leur relation bilatérale et l'approfondissement de la coopération à l'internationale à travers le dynamisme des échanges de haut niveau.

(4) Zimbabwe

Pays enclavé disposant de nombreuses ressources minérales et de terres fertiles, le Zimbabwe occupe une position stratégique en Afrique australe en termes de transport, de logistique et de distribution d'électricité. En 2025, le Japon et le Zimbabwe ont célébré les 45 ans de l'établissement de leurs relations diplomatiques. En juillet, le Président Emmerson Dambudzo MNANGAGWA s'est rendu au Japon pour la Journée du Zimbabwe de l'Expo 2025 Osaka, Kansai, Japon, puis a assisté à la TICAD 9 en août, lors de laquelle il a rencontré le Premier ministre ISHIBA Shigeru pour un sommet bilatéral. Durant cette rencontre, les deux parties sont convenues d'un renforcement de leur relation bilatérale et de leur coopération à l'internationale. En septembre, le Président de l'Assemblée nationale Jacob Francis Nzwidamilimo MUDENDA s'est également rendu au Japon pour rencontrer les présidents des deux Chambres de la Diète ainsi que des membres du Groupe d'amitié parlementaire Japon-UA. Il a également discuté du renforcement des échanges interparlementaires.

(5) Namibie

La Vice-Présidente Netumbo NANDI-NDAITWAH, présidente de la SWAPO (Organisation du peuple du Sud-Ouest africain), parti au pouvoir ayant remporté l'élection présidentielle de novembre 2024, est devenue le 21 mars la première femme présidente de son pays. La députée SUZUKI Takako a assisté en

tant qu'ambassadrice extraordinaire du Japon à la cérémonie de son investiture et aux célébrations des 35 ans de l'indépendance de la Namibie, organisées le même jour, puis elle a rendu une visite de courtoisie à la Présidente NANDI-NDAITWAH. Le Premier ministre Tjitunga Elijah NGURARE s'est rendu au Japon en août pour la TICAD 9 et s'est entretenu avec le Premier ministre ISHIBA Shigeru. Les deux parties sont convenues de promouvoir l'investissement dans les ressources minières et énergétiques ainsi que dans l'hydrogène vert, de coopérer en faveur de la formation professionnelle et de développer leur relation bilatérale.

(6) Botswana

Démocratie stable d'Afrique australe, le Botswana a connu une croissance portée par ses ressources diamantifères, mais la diversification économique est devenue une priorité nationale suite à la chute des cours du diamant (situation fin 2025). Lors de la TICAD 9 en août, le Vice-Président et ministre des Finances Ndaba Nkosinathi GAOLATHE a rendu une visite de courtoisie au Premier ministre ISHIBA Shigeru, le ministre des Relations internationales Phenyio BUTALE s'entretenant quant à lui avec le ministre des Affaires étrangères IWAYA Takeshi. Revenu au Japon en novembre dans le cadre d'un programme d'invitation de hauts responsables ministériels, le Vice-Président et ministre des Finances



Entretien des ministres des Affaires étrangères du Japon et du Botswana (le 26 novembre, Tokyo)

Ndaba Nkosinathi GAOLATHE a rencontré le ministre des Affaires étrangères MOTEGI Toshimitsu. Les deux pays sont convenus de coopérer davantage au renforcement accru de leur relation bilatérale.

(7) Malawi

Le Japon entretient de longue date des relations amicales avec le Malawi, pays avec qui il partage des valeurs et des principes fondamentaux. En juin, le ministre du Commerce et de l'Industrie Vitumbiko MUMBA s'est rendu au Japon pour la Journée du Malawi de l'Expo 2025 Osaka, Kansai, Japon. Pour la TICAD 9 en août, le ministre des Affaires étrangères IWAYA Takeshi a rencontré le ministre des Affaires étrangères Nancy TEMBO et les deux pays sont convenus d'approfondir davantage leur relation bilatérale en promouvant l'amitié mutuelle à travers l'envoi de Volontaires de la JICA — dont le nombre cumulé est le plus élevé au monde —, ainsi que le renforcement de leurs relations économiques. En septembre, les élections présidentielles ont vu l'élection de l'ancien Président Arthur Peter MUTHARIKA.

(8) Afrique du Sud

L'Afrique du Sud a assuré à partir de décembre 2024 la présidence du G20, une première pour le continent africain. Lors de la réunion ministérielle du G20 en février, le ministre des Affaires étrangères IWAYA Takeshi s'est entretenu avec le ministre des Relations internationales et de la Coopération Ronald LAMOLA, avec qui il a confirmé le renforcement de la relation bilatérale et de la coopération à l'international. En mars, le Vice-Président Paul MASHATILE s'est rendu dans le cadre d'un programme d'invitation de responsables gouvernementaux au Japon, où il a rendu une visite de courtoisie au Premier ministre ISHIBA Shigeru et s'est entretenu avec le secrétaire général du Cabinet HAYASHI Yoshimasa. En août, le Président Matamela Cyril RAMAPHOSA s'est

rendu au Japon pour la TICAD 9 et a rencontré le Premier ministre ISHIBA Shigeru à l'occasion d'une rencontre bilatérale. En novembre, la Première ministre TAKAICHI Sanae a participé au Sommet des dirigeants du G20, durant lequel elle s'est entretenue avec le Président Matamela Cyril RAMAPHOSA. S'appuyant sur les résultats de la TICAD 9 et du Sommet du G20, les deux parties sont convenues de poursuivre à l'avenir leur étroite coopération.



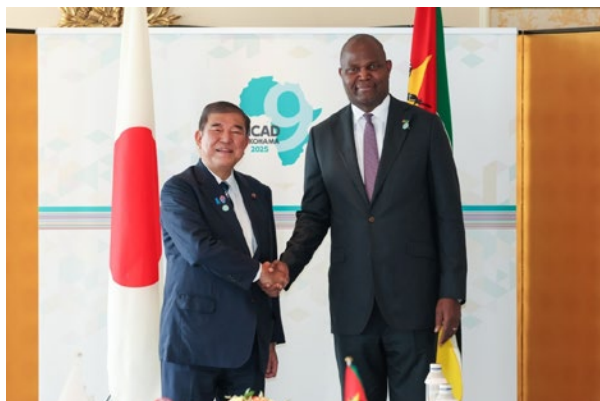
Sommet bilatéral nippon-sud-africain (le 28 novembre, Johannesburg, Afrique du Sud. Photo : Site officiel du Cabinet du Premier ministre)

(9) Mozambique

Porte d'accès à l'Afrique australe, le Mozambique est un point stratégique de la face occidentale de la vision du FOIP, riche en ressources naturelles comme le gaz naturel, le charbon et le graphite. Depuis la mise en arrêt des projets de développement du gaz naturel liquéfié (GNL), auxquels participent des entreprises japonaises du fait d'attaques par des groupes armés dans le nord du pays, le gouvernement du Japon continue de fournir différentes aides à l'amélioration de la situation sécuritaire dans le pays.

En juin, la Première ministre Maria Benvinda Delfina LEVI s'est rendue au Japon pour la Journée du Mozambique de l'Expo 2025 Osaka, Kansai, Japon et s'est entretenue avec le secrétaire général du Cabinet HAYASHI Yoshimasa. Le Président Daniel Francisco CHAPO s'est rendu au Japon en août pour la TICAD 9 et

s'est entretenu avec le Premier ministre ISHIBA Shigeru lors d'une rencontre bilatérale. Les deux parties sont convenues de continuer de coopérer au renforcement de leur relation bilatérale et au développement du corridor de Nacala.



Sommet bilatéral nippo-mozambicain (le 22 août, Yokohama. Photo : Site officiel du Cabinet du Premier ministre)

(10) Lesotho

Enclavé et recouvert majoritairement par de hauts plateaux montagneux, Lesotho dispose de riches ressources hydriques, qu'il exporte dans les États voisins. Le Japon a également noué différents types de coopération avec ce pays, comme l'aide à la réhabilitation de sa petite hydroélectricité. En juillet, Sa Majesté le roi Letsie III et la reine consort Masenate Mohato Seeiso se sont rendus au Japon pour la Journée nationale du Lesotho lors de l'Expo 2025 Osaka, Kansai, Japon. De plus, en août, lors de la TICAD 9, le Premier ministre Samuel Ntsokoane MATEKANE s'est rendu pour la première fois au Japon et a tenu un sommet bilatéral avec le Premier ministre ISHIBA Shigeru ; les deux parties sont convenues de renforcer encore davantage leurs relations bilatérales.

5 Afrique centrale

(1) Gabon

Des élections présidentielles ont eu lieu en avril, et le Président par intérim Brice Clotaire OLIGUI NGUEMA a été élu avec plus de 95 % des suffrages. Le sénateur EJIMA Kiyoshi était présent en qualité d'envoyé spécial du Premier ministre à la cérémonie d'investiture présidentielle organisée en mai. En juillet, à l'occasion de l'Expo 2025 Osaka, Kansai, Japon, le Vice-Président Hugues Alexandre BARRO CHAMBRIER s'est rendu au Japon et s'est entretenu avec le ministre des Affaires étrangères IWAYA Takeshi. En août, le ministre des Affaires étrangères Regis ONANGA MAMADOU NDIAYE qui participait à la TICAD 9, s'est entretenu avec son homologue japonais, le ministre IWAYA Takeshi.

(2) Cameroun

Le Président Paul BIYA, Président sortant, a été réélu lors de l'élection présidentielle d'octobre. Le

gouvernement camerounais continue de s'atteler à la résolution des problèmes au Nord, où opère, entre autres, Boko Haram, et au sein des régions anglophones où opèrent des séparatistes armés.

En juin, le ministre délégué auprès du ministre des Affaires étrangères MIYAJI Takuma s'est rendu au Cameroun, où il s'est entretenu avec le secrétaire général de la Présidence Ferdinand NGOH NGOH, le Premier ministre Joseph Dion NGUTE et le ministre délégué auprès du ministre des Relations Extérieures, chargé de la Coopération avec le Commonwealth Félix MBAYU. En août, le Premier ministre Joseph Dion NGUTE et le ministre des Relations extérieures Lejeune MBELLA MBELLA ont participé à la TICAD 9, s'entretenant respectivement avec le Premier ministre ISHIBA Shigeru et le ministre des Affaires étrangères IWAYA Takeshi. En septembre également, le ministre du Commerce Luc-Magloire Mbarga ATANGANA s'est rendu

au Japon à l'occasion de l'Expo 2025 Osaka, Kansai, Japon, faisant de cette année une année riche en échanges de haut niveau.

(3) République démocratique du Congo

Le Japon continue de soutenir le développement socio-économique du pays, notamment à travers une aide aux infrastructures dans les secteurs des transports et de l'électricité.

Fin janvier, la situation s'est dégradée dans les régions de l'est en raison de l'intensification des activités de groupes armés, le Nord-Kivu et le Sud-Kivu tombant de fait sous leur joug. D'importants mouvements de déplacés internes ont eu lieu, aggravant encore davantage la situation des droits humains et humanitaire. À Kinshasa, la capitale, de grandes manifestations de citoyens mécontents de la situation ont également eu lieu, certaines dégénérant en émeutes et en actes de pillage. Dans les régions de l'est, la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO) est déployée. Le Japon apporte son soutien à la reconstruction et à la diffusion du « modèle de police de proximité ».

En juin, à l'occasion de l'Expo 2025 Osaka, Kansai, Japon, et en août, pour la TICAD 9 à Yokohama, la Première ministre Judith SUMINWA Tuluka s'est rendue au Japon et s'est entretenue à chaque occasion avec le Premier ministre ISHIBA Shigeru.

(4) République du Congo

La République du Congo, qui abrite le vaste bassin du Congo, s'efforce de répondre activement aux problématiques du changement climatique, notamment à travers la préservation de ses forêts.

Face à l'urgence des mesures à prendre pour assurer la sécurité alimentaire, le Japon continue de fournir une aide alimentaire à ce pays par l'intermédiaire du Programme alimentaire mondial

(PAM) des Nations Unies. En août, un accord de coopération technique a été signé avec ce pays. En août, le ministre de la Coopération internationale et de la Promotion du partenariat public-privé Denis Christel SASSOU N'GUESSO qui participait à la TICAD 9, s'est entretenu avec le ministre des Affaires étrangères IWAYA Takeshi.

(5) Sao Tomé-et-Principe

Bénéficiant d'un environnement naturel exceptionnel, Sao Tomé-et-Principe consacre ses efforts au développement de secteurs environnementaux comme l'écotourisme. Le Gouvernement du Japon continue de fournir une aide alimentaire.

En août, le Premier ministre Américo d'Oliveira dos RAMOS qui participait à la TICAD 9, s'est entretenu avec le Premier ministre ISHIBA Shigeru. En septembre également, le ministre de l'Environnement, de la Jeunesse et du Tourisme durable Nilda Borges da MATA s'est rendu au Japon à l'occasion de l'Expo 2025 Osaka, Kansai, Japon.

(6) Guinée équatoriale

La Guinée équatoriale continue d'être dirigée par le Président Teodoro Obiang NGUEMA MBASOGO, au pouvoir depuis de nombreuses années. En juillet, à l'occasion de l'Expo 2025 Osaka, Kansai, Japon, le Vice-Président Teodoro NGUEMA OBIANG MANGUE s'est rendu au Japon et s'est entretenu avec le secrétaire général du Cabinet HAYASHI Yoshimasa. De plus, en août, le Premier ministre Manuel OSA NSUE NSUA qui participait à la TICAD 9, s'est entretenu avec le Premier ministre ISHIBA Shigeru.

(7) Tchad

Au Tchad, la première élection sénatoriale de l'histoire du pays a eu lieu en février. En avril, à l'occasion de l'Expo 2025 Osaka, Kansai, Japon, le Président du Conseil économique, social,

culturel et environnemental AHMAT Mbodou Mahamat s'est rendu au Japon. En août, le secrétaire général de la Présidence et ministre d'État Mahamat Ahmad ALHABO qui participait à la TICAD 9, s'est entretenu avec le ministre des Affaires étrangères IWAYA Takeshi. Le Japon continue de fournir, entre autres, une aide alimentaire et une assistance aux communautés hôtes confrontées à la charge accrue liée à l'accueil de réfugiés et de déplacés en provenance du Soudan et d'autres pays voisins.

(8) République centrafricaine

La République centrafricaine est confrontée à la présence de nombreux groupes armés opposés au gouvernement, et la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA) y est actuellement déployée. Malgré

une tendance à l'amélioration de la situation sécuritaire et humanitaire, un grand nombre de personnes déplacées à l'intérieur du pays demeure.

En juillet, à l'occasion de l'Expo 2025 Osaka, Kansai, Japon, le ministre chargé du Commerce et de l'Industrie Thierry Patrick AKOLOZA s'est rendu au Japon. En août, le Président Faustin Archange TOUADÉRA qui participait à la TICAD 9, s'est entretenu avec le Premier ministre ISHIBA Shigeru.

De plus, en août, le Japon a procédé à la signature et à l'échange de notes diplomatiques relatives à une aide financière non remboursable portant sur une « aide alimentaire (en partenariat avec le PAM des Nations Unies) ». En décembre, des élections présidentielle, législatives et locales ont eu lieu, et le Président Faustin Archange TOUADÉRA a été réélu.

6 Afrique de l'Ouest

(1) Ghana

En janvier, le deuxième gouvernement de John Dramani MAHAMA a pris ses fonctions ; le 7 du même mois, le député TANAKA Ryosei était présent en qualité d'envoyé spécial du Premier ministre à la cérémonie d'investiture du Président John Dramani MAHAMA. Ce gouvernement a pour priorité absolue le redressement de la

situation économique et financière. En juillet, il a annoncé et lancé le « Programme de développement pour une économie 24 heures sur 24 et de promotion des exportations » visant à accroître la productivité dans l'agriculture et l'industrie manufacturière, à améliorer l'ensemble de la chaîne de valeur et à établir une économie orientée vers l'exportation.

En août, le Président John Dramani MAHAMA qui participait à la TICAD 9, s'est entretenu avec le Premier ministre ISHIBA Shigeru. Par ailleurs, le ministre des Affaires étrangères Samuel Okudzeto ABLAKWA, qui accompagnait le Président, s'est entretenu avec son homologue japonais, le ministre IWAYA Takeshi. En septembre, la ministre du Commerce, de l'Industrie et de l'Agro-industrie Elizabeth OFOSU-ADJARE s'est rendue au Japon à l'occasion de l'Expo 2025 Osaka, Kansai, Japon.



Sommet bilatéral nippo-ghanéen (le 20 août, Yokohama. Photo : Site officiel du Cabinet du Premier ministre)

Le Japon continue de soutenir le Ghana dans de nombreux domaines, notamment la lutte contre les infections, par l'intermédiaire de l'Institut Noguchi pour la recherche médicale.

(2) Cap-Vert

La démocratie capverdienne est bien implantée et le pays s'enorgueillit d'une grande stabilité politique.

En février, à l'occasion de l'Assemblée de l'UA à Addis-Abeba (Éthiopie), la secrétaire d'État aux Affaires étrangères et à la Coopération Miryan Djamila SENA VIEIRA s'est entretenue avec la vice-ministre parlementaire chargée des Affaires étrangères ERI Arfiya. En août, le Premier ministre José Ulisses CORREIA E SILVA qui participait à la TICAD 9, s'est entretenu avec le Premier ministre ISHIBA Shigeru. En octobre, le ministre des Affaires maritimes Jorge SANTOS s'est rendu au Japon à l'occasion de l'Expo 2025 Osaka, Kansai, Japon.

(3) Gambie

La Gambie s'attelle au renforcement de l'état de droit et à l'amélioration de sa situation de la dette. Son industrie principale, l'agriculture, est fragile, et le Japon apporte son soutien à travers l'agriculture et les partenariats public-privé.

En août, le ministre du Commerce Baboucarr Ousmaila JOOF s'est rendu au Japon à l'occasion de l'Expo 2025 Osaka, Kansai, Japon. Par ailleurs, le Vice-Président Muhammad B. S. JALLOW qui participait à la TICAD 9, a rendu une visite de courtoisie au Premier ministre ISHIBA Shigeru.

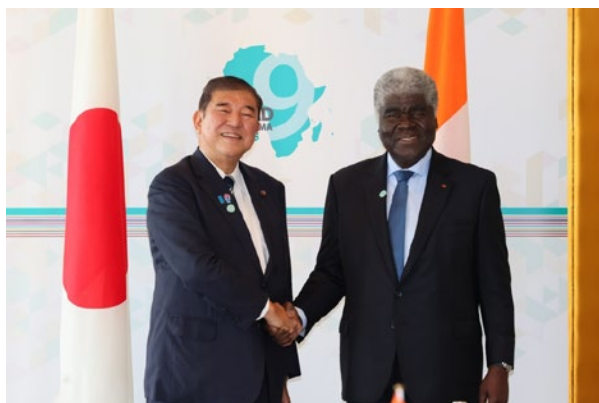
(4) Guinée

En Guinée, le processus de transition vers un régime civil est en cours sous l'autorité du gouvernement de transition mis en place en septembre 2021.

En janvier, le ministre du Plan et de la Coopération internationale Ismaël NABÉ s'est rendu au Japon et s'est entretenu avec le ministre délégué auprès du ministre des Affaires étrangères FUJII Hisayuki. En juin, le Premier ministre du gouvernement de transition Amadou Oury BAH s'est rendu au Japon à l'occasion de l'Expo 2025 Osaka, Kansai, Japon et s'est entretenu avec le secrétaire général du Cabinet HAYASHI Yoshimasa. En juin, un échange de notes diplomatiques relatives à une aide financière non remboursable portant sur une aide alimentaire a été signé et échangé ; en juillet, il en a été de même pour l'octroi de matériel lié à la lutte contre les incendies. En août, le ministre Ismaël NABÉ, venu au Japon à l'occasion de la TICAD 9, s'est entretenu avec le ministre des Affaires étrangères IWAYA Takeshi. En septembre, une nouvelle Constitution adoptée par référendum a été promulguée ; lors de l'élection présidentielle de décembre, Mamadi DOUMBOUYA, Président de transition qui détenait le pouvoir depuis septembre 2021, a été élu.

(5) Guinée-Bissau

En mai, le Président Umaro Sissoco EMBALÓ s'est rendu au Japon à l'occasion de l'Expo 2025 Osaka, Kansai, Japon et s'est entretenu avec le Premier ministre ISHIBA Shigeru. En août, le ministre de l'Économie, du Plan et de l'Intégration régionale Soares SAMBÚ qui participait à la TICAD 9, s'est entretenu avec le ministre des Affaires étrangères IWAYA Takeshi. En novembre, une élection présidentielle a eu lieu mais la veille de la date prévue pour l'annonce des résultats provisoires, le Président Umaro Sissoco EMBALÓ et d'autres candidats à cette élection ont été arrêtés par l'armée, le chef d'état-major de l'armée de terre s'octroyant les fonctions de président intérimaire en ayant généré un coup d'État.



Sommet bilatéral nippon-ivoirien (le 22 août, Yokohama. Photo : Site officiel du Cabinet du Premier ministre)

(6) Côte d'Ivoire

Les relations économiques avec ce pays, qui affiche une croissance économique élevée et stable, se sont renforcées. En janvier, une conférence public-privé nippon-ivoirienne sur les infrastructures s'est tenue à Abidjan, avec la participation d'entreprises privées des deux pays.

En juin, le ministre du Commerce et de l'Industrie Souleymane DIARRASSOUBA a participé à la Journée nationale de la Côte d'Ivoire lors de l'Expo 2025 Osaka, Kansai, Japon. En août, le Premier ministre Robert BEUGRÉ MAMBÉ, le ministre de l'Économie, du Plan et du Développement Nialé KABA, le ministre des Affaires étrangères, de l'Intégration africaine et des Ivoiriens de l'extérieur Kacou Houadja Léon ADOM, le ministre de la Communication et porte-parole du gouvernement Amadou Coulibaly et le ministre de la Transition numérique et de la Digitalisation Ibrahim Kalil KONATÉ ont participé à la TICAD 9. À cette même occasion, le Premier ministre Robert BEUGRÉ MAMBÉ s'est entretenu avec le Premier ministre ISHIBA Shigeru et le ministre Kacou Houadja Léon ADOM s'est entretenu avec le ministre des Affaires étrangères IWAYA Takeshi. En octobre, des élections présidentielles ont eu lieu et le Président Alassane OUATTARA a été réélu pour un quatrième mandat.

(7) Sierra Leone

Le Président Julius Maada Wonie BIO, réélu

en 2023, s'attelle, dans le cadre du « Plan national de développement 2024-2030 », à la décentralisation, au développement régional, à la réduction de la dépendance aux importations alimentaires et à l'amélioration des infrastructures.

En juin, la Sierra Leone a pris la présidence de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). En septembre, le Japon a signé et un échange de notes diplomatiques relatives à une aide financière non remboursable portant sur une aide alimentaire avec ce pays. En août, le chef de cabinet David Moinina SENGEH qui participait à la TICAD 9 s'est entretenu avec le ministre des Affaires étrangères IWAYA Takeshi.

(8) Sénégal

En mars, le ministre de la Défense Birame DIOP s'est rendu au Japon et s'est entretenu avec le vice-ministre parlementaire chargé des Affaires étrangères MATSUMOTO Hisashi.

En avril, le ministre des Affaires étrangères IWAYA Takeshi s'est rendu au Sénégal, où il a rendu une visite de courtoisie au Président Bassirou Diomaye FAYE et au Premier ministre Ousmane SONKO, et s'est entretenu avec le ministre des Affaires étrangères, de l'Intégration africaine et des Sénégalais de l'extérieur Yassine FALL. En outre, à cette même occasion, le ministre des Affaires étrangères IWAYA Takeshi a également visité le Centre de formation professionnelle sénégalais-japonais, créé en 1984 grâce au soutien du Japon, et a échangé avec des représentants d'entreprises japonaises sur place.

En août, le Président Bassirou Diomaye FAYE, le ministre Yassine FALL, le ministre de l'Industrie et du Commerce Serigne Gueye DIOP et le ministre de l'Économie, du Plan et de la Coopération Oulimata SARR ont participé à la TICAD 9. À cette occasion, le Président Bassirou Diomaye FAYE s'est entretenu avec le Premier ministre ISHIBA Shigeru. Le Président Bassirou Diomaye

FAYE et sa délégation ont également participé à la Journée nationale du Sénégal lors de l'Expo 2025 Osaka, Kansai, Japon.

En octobre, le Japon a procédé à la signature et à l'échange de notes diplomatiques relatives à deux projets d'aide financière non remboursable portant sur la construction d'une annexe du Centre de formation professionnelle sénégal japonais et la fourniture de matériel agricole, avec ce pays.



Sommet bilatéral nippon-sénégalais (le 20 août, Yokohama. Photo : Site officiel du Cabinet du Premier ministre)

(9) Togo

Conformément à la révision constitutionnelle de mai de l'année précédente, la désignation du Président du Conseil des ministres et l'élection présidentielle par une réunion conjointe des deux chambres ont eu lieu au mois de mai. À l'issue de ce processus, l'ancien Président Faure Essozimna GNASSINGBÉ a pris les fonctions de 1er Président du Conseil des ministres et Jean-Lucien Kwassi Lanyo Savi de TOVÉ a pris celles de Président.

En août, le Président du Conseil des ministres Essozimna GNASSINGBÉ et le ministre des Affaires étrangères, de l'Intégration régionale et des Togolais de l'extérieur Robert DUSSEY ont participé à la TICAD 9. À cette occasion, le Président du Conseil des ministres Essozimna GNASSINGBÉ s'est entretenu avec le Premier ministre ISHIBA Shigeru.

De plus, en août, la Journée nationale du Togo

s'est tenue lors de l'Expo 2025 Osaka, Kansai, Japon, à laquelle la ministre du Commerce, de l'Artisanat et de la Consommation locale Kayi Rose MIVEDOR-SAMBIANI a participé. En octobre, le Japon a procédé à la signature et à l'échange de notes diplomatiques relatives à une aide financière non remboursable portant sur la fourniture de véhicules de police et autres équipements de sécurité avec ce pays.

(10) Nigéria

Le Président Bola TINUBU, entré en fonctions en mai 2023, fait de la croissance économique nationale sa priorité politique et promeut activement des mesures de réforme économique et financière.

En mars, la production de polypropylène a démarré au sein de la raffinerie Dangote, la plus grande d'Afrique. En outre, à la fin mai, l'agence de notation américaine Moody's a relevé la note du Nigéria, la situation évoluant vers une résorption des pénuries de devises étrangères et une stabilisation de la valeur de la monnaie locale, l'économie nigériane tendant à la reprise.

En août, le Président Bola TINUBU a participé à la TICAD 9 tandis que le ministre des Affaires étrangères Yusuf Maitama TUGGAR, qui l'accompagnait, s'est entretenu avec son homologue japonais, le ministre IWAYA Takeshi. Lors de cet entretien, les deux pays sont convenus d'approfondir leur coopération dans les domaines économiques et face aux défis mondiaux.

De plus, les deux pays sont convenus de lancer une coopération de type « offre proactive » envers le Nigéria intitulée « Résolution des défis sociaux et renforcement de la résilience économique par le soutien aux start-ups », et le Japon promeut des initiatives pour le développement industriel du Nigéria.

(11) Niger

Ce pays, dont les efforts de transition vers

la démocratie civile ont été surveillés de près depuis la prise de pouvoir militaire de juillet 2023, a promulgué en mars une charte de reconstruction visant à fonder la reconstruction de l'État, notamment par le renforcement de l'indépendance de la justice et l'adoption d'une nouvelle Constitution.

Le Japon appelle de ses vœux un retour rapide à l'ordre constitutionnel au Niger et s'emploie, notamment par l'intermédiaire d'organisations internationales, à améliorer la situation humanitaire sur place.

(12) Burkina Faso

À la suite des prises de pouvoir par des membres des Forces armées nationales du Burkina Faso en janvier et septembre 2022, un gouvernement de transition a été mis en place et s'efforce d'assurer le retour à un régime civil. La situation sécuritaire s'est fortement détériorée dans les régions, où les actes terroristes et attaques armées se multiplient, entraînant un grand nombre de personnes déplacées à l'intérieur du pays.

Afin de contribuer aux mesures face à la crise alimentaire provoquée notamment par l'afflux massif de déplacés internes, le Japon a procédé en août à la signature et à l'échange de notes diplomatiques relatives à une aide financière non remboursable portant sur une « aide alimentaire ».

(13) Bénin

Face à l'avancée des organisations terroristes en provenance de la région du Sahel vers le sud, le renforcement des mesures de sécurité dans le nord du Bénin s'impose désormais comme une priorité. De plus, en décembre, une tentative de coup d'État par une partie de l'armée s'est produite.

Le Japon renforce ses relations bilatérales en soutenant le développement des infrastructures, la promotion industrielle et l'amélioration des

conditions de vie de la population. Par ailleurs, dans le but d'améliorer l'environnement des investissements au Bénin, le Japon a décidé d'accorder un programme de prêt en yen, le premier depuis environ 30 ans.

En juin, le ministre délégué auprès du ministre des Affaires étrangères MIYAJI Takuma s'est rendu au Bénin, où il a rendu une visite de courtoisie à la Vice-Présidente Mariam CHABI TALATA ZIMÉ YÉRIMA, au ministre des Affaires étrangères Olushegun ADJADI BAKARI et au ministre de l'Économie et des Finances Romuald WADAGNI. Il a également échangé avec d'anciens boursiers du gouvernement japonais, d'anciens stagiaires de la JICA, et avec des ressortissants japonais sur place. En août, la Vice-Présidente Mariam CHABI TALATA ZIMÉ YÉRIMA qui participait à la TICAD 9, s'est entretenue à cette occasion avec le Premier ministre ISHIBA Shigeru. Par ailleurs, le ministre du Tourisme, de la Culture et des Arts Jean-Michel ABIMBOLA a participé à la Journée nationale du Bénin lors de l'Expo 2025 Osaka, Kansai, Japon.

(14) Mali

À la suite de la prise de pouvoir par des membres des Forces armées maliennes en août 2020 et en mai 2021, un gouvernement de transition a été constitué, et s'efforce d'assurer le retour à un régime civil. Depuis le retrait de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA), les actes terroristes, les attaques armées et les affrontements se multiplient, notamment dans le nord et l'est du pays, aggravant la situation sécuritaire et humanitaire.

Le Japon apporte sa coopération dans des domaines tels que l'éducation, la sécurité alimentaire, la sécurité et la santé, afin de soutenir la paix, la stabilité et le développement durable au Mali.

(15) Libéria

Le Libéria a commencé à mettre en place des tribunaux pour résoudre les questions de crimes de guerre et de corruption commises lors de la guerre civile en vue de l'établissement de l'état de droit. En janvier, il a également élaboré un plan quinquennal axé sur des priorités de développement comme les infrastructures et la santé.

En août, le Président Joseph Nyumah BOAKAI qui participait à la TICAD 9, s'est entretenu avec le Premier ministre ISHIBA Shigeru. Les deux parties ont débattu de la coopération au développement et du renforcement des relations économiques. Par ailleurs, le même mois, la ministre des Affaires étrangères Sara Beysolow NYANTI a participé à l'Expo 2025 Osaka, Kansai, Japon.

(16) Mauritanie

La Mauritanie, bien qu'appartenant au Sahel, région dont la situation politique et sécuritaire

s'aggrave, n'a connu aucune attaque terroriste depuis 2011 et sa gestion politique reste comparativement stable. Le pays est riche en ressources comme les produits de la mer, le minerai de fer, l'or et le gaz naturel ; à partir de 2025, la liquéfaction et l'exportation du gaz naturel extrait d'un important gisement gazier ont débuté.

En avril, le ministre de l'Économie et des Finances Sid'Ahmed Ould BOUH s'est rendu au Japon et s'est entretenu avec le vice-ministre parlementaire chargé des Affaires étrangères MATSUMOTO Hisashi. En mai, l'ancien ministre des Finances du pays Sidi Ould TAH a été élu nouveau Président de la Banque africaine de développement (BAD) lors de l'élection du Président de la BAD. De plus, en août, le Président Mohamed Ould CHEIKH EL GHAZOUANI s'est rendu au Japon pour la TICAD 9 et s'est entretenu avec le Premier ministre ISHIBA Shigeru.

An abstract geometric pattern composed of interconnected hexagons and lines, creating a complex, crystalline structure. The pattern is rendered in a light blue color against a darker blue background, with some lines and nodes highlighted in white. The pattern is distributed across the right and bottom portions of the cover, with a denser concentration in the upper right.

LIVRE BLEU DIPLOMATIQUE **2026**

<https://www.mofa.go.jp/policy/other/bluebook/index.html>